

TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



MENSUEL — N°12 — septembre-octobre 1983 — 9,00 F

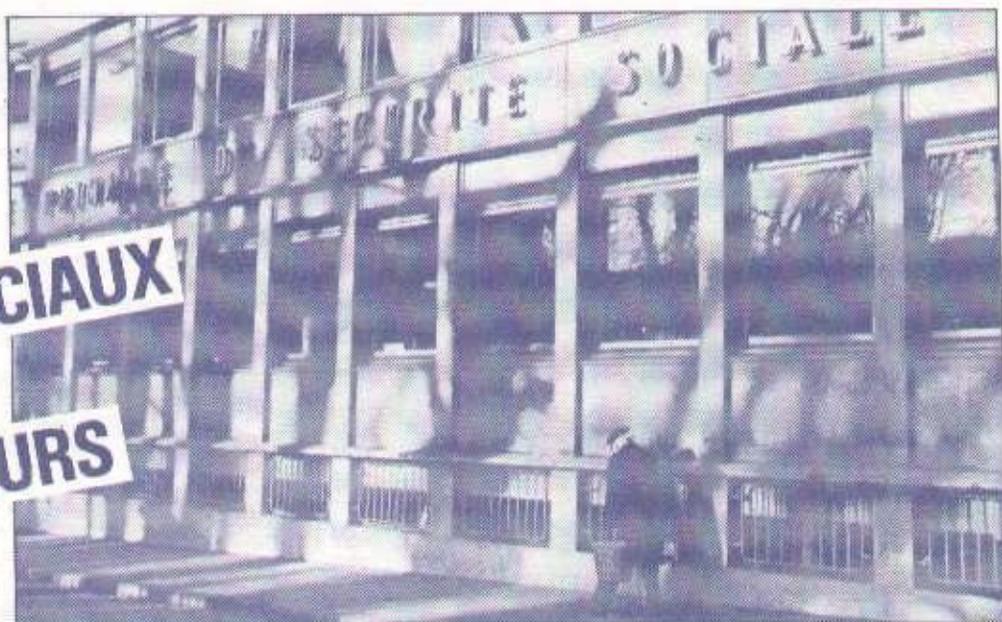
ISSN 0754-281 X

Elections du 19 octobre :

DEFENDRE

LES DROITS SOCIAUX

DES TRAVAILLEURS



**N
I
P
E
R
S
H
I
N
G**



L'URSS ET LES USA

DOIVENT DESARMER

D'ABORD



SOMMAIRE

2	Ça c'est passé
3	Editorial
4	Budget 1984
5	Restrictions au droit à la santé
6 - 7	La droite à la reconquête
8 - 9	Kodak-Vincennes en passe de liquidation
10	Ça restructure à Thomson-Angers
11	Immigration : les mauvaises mesures l'emportent
12	Les élections à la sécurité sociale : le 19 octobre
13 - 15	« Voyage » au Syndicat de la Médecine générale
16 - 17	URSS-USA doivent désarmer d'abord
18	CNSTP : pour un vrai statut paysan
19	Le monde en bref
20 - 21	Tchad : une intervention injustifiée
22	Sri-Lanka : une bombe à retardement britannique
23	Le peuple chilien veut d'abord la démocratie
24	Rencontre avec Pich Keang, ambassadeur du Cambodge
25	En Chine, d'abord le bien-être
26	Sud-Sud : un levier essentiel
27 - 30	Parlons ensemble : du renouveau du communisme
31	Cinéma — Musique — Expositions
32	Les lecteurs nous écrivent...



Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Patrick Baudouin, Gilles Carpentier, Claude Dhalluin, Estelle Delmas, Camille Granot, Christian Laplace, Claude Liria, Daniel Ploch, Philippe Rijsel, Serge Senez, Alain Sentier, Robert Vallot, Thomas Zek et correspondants Angers et Nîmes...

ÇA S'EST PASSE

RELENTS...

Les résultats de la « nouvelle » politique d'immigration du gouvernement ne se sont pas faits attendre... Les médias se sont fait écho des premières opérations « salubrité », baptisées ainsi, sans doute, par quelque fonctionnaire en mal de propreté.

A Paris, les forces de police, après bouclage des zones de chasse, contrôlent à tout va... au faciès : un seul gibier les intéresse, celui qui a l'air d'être né au-delà de la Méditerranée. Objectif : découvrir les clandestins... Mais aussi, même si ce n'était pas dans l'esprit du législateur — le naïf, mener une vie impossible à la communauté immigrée, particulièrement maghrébine.

Contrôles, brimades, insultes : le comportement de la gent policière, malgré les circulaires, ne change guère. Après avoir passé une nuit dans les remugles fétides d'un commissariat, la plupart retrouvent l'air libre... jusqu'à la prochaine nuit de rafle et d'humiliation.

Ces nouvelles mesures, à deux volets — mais pour le premier le gouvernement a déjà montré sa volonté d'intégration et de respect des différences en mettant au pilon la brochure du Secrétariat d'Etat à l'Immigration (voir article p. 11) — rendent chaque immigré potentiellement suspect, potentiellement coupable. A quand le signe distinctif cousu sur le revers du vêtement pour chaque immigré « légal » ?

NETTOYAGE...

La fin de cet été torride aura été marquée, entre autres, par une intervention gouvernementale musclée contre plusieurs radios libres parisiennes n'ayant pas eu l'heur d'obtenir le droit d'émettre. Parmi elles, *Radio Voka* (voir *PCML-Flash* n°45), voix des indépendantistes antillais en France et quelques autres radios

émettant en direction de la communauté maghrébine. Après plusieurs mois de menaces et d'atermoiements tolérants, Fillioud a frappé avec l'aval de la Haute autorité audio et visuelle. Pas au hasard... Bien sûr, « la bande FM, comme un boeing 747, n'a qu'un nombre de places limité »... La cacophonie qui y régnait devait être harmonisée, sans doute... Fallait-il pour autant interdire de « vol » *Radio Voka*, ou même *Radio Libertaire*, représentant des courants de lutte et de pensée ? A moins d'avoir une idée très étroite et très précise du droit d'expression...

REUIL, VILLE SALUBRE

Jacques Baumel, député RPR des Hauts de Seine, a trouvé le moyen d'éviter toute souillure à sa belle ville de Reuil-Malmaison. Il a envoyé, après avoir eu vent d'une éventuelle installation de familles maghrébines dans des pavillons inoccupés, une lettre aux diverses agences immobilières de la ville, leur recommandant de repousser ce genre de proposition dangereuse qui « risque de perturber l'équilibre et la tranquillité des quartiers... » Reuil, restera une ville propre.

L'EFFET DREUX...

17% au Front national à Dreux, après les 11,2% de Le Pen en mars dernier dans le XX^e arrondissement de Paris, de quoi inquiéter certes, mais aussi réfléchir... Les mobilisations de dernière heure, à grands renforts de beaux principes fraternels, aussi émouvantes soient-elles, sont de bien mièvres réactions, de bien minces barrages au rû fascinant... Il pourrait bien s'enfler d'une crue subite. Sans noircir inutilement le tableau, les éléments sont là pour ça. La peste brune n'a pas



La couronne à celui qui trouve Lefebvre...

Un nouvel hebdomadaire est né. Quadrichromie, maquette new wave : style *France-soir* magazine, revue *Figaro* du même tabac. Malgré un lifting poussé et un dépoussiérage façon Tornado, la droite, même Nouvelle, a la même odeur, la même saveur...

Le nom de cette nouvelle feuille au goût acide : *Magazine Hebdo* — original ! ; son géniteur : Alain Lefebvre, 36 ans, jeune loup adepte des thèses de la Nouvelle droite et entiché, en guise d'acnée juvénile, d'Algérie française voilà quelque vingt ans... 36 ans seulement, mais déjà un lourd passé « médiatique » : *Stratégies* en 1971, *Jacinto* en 1975, *Enfants Magazine* en 1976, *Biba* — racheté au groupe Filipacchi — en 1980 avec le soutien « désintéressé » d'Hachette et d'Europe 1. Ce jeune cadre plein d'avenir n'est pas un inconnu dans le monde de la presse et de la politique réunies. Son coup de plumeau oppositionnel ne parvient guère, pourtant, à enlever la couche de poussière xénophobe, raciste, anticommuniste, antipopulaire qui caractérise la presse de droite du *Figaro Magazine* à *Minute*. Même « tranquillement » et « sans bla-bla ni ronron », tous les ingrédients serinés depuis des mois par les Chirac, Barre, Giscard, Le Pen se retrouvent dans ce « new » magazine. L'objectif est clair : redonner du punch à la presse de droite, élargir son audience, pour mener plus efficacement la bataille de la « reconquête »...

atteint tout l'organisme, mais quelques bubons, ça et là, le démangent... Mais Dreux ? 23% d'immigrés y vivant et travaillant, y payant des impôts... sans droit de s'exprimer sur la gestion de la ville, de leur ville au même titre que les travailleurs français ; un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, des perspectives plutôt moroses... Un terrain propice aux mots d'ordres à l'emporte-pièce de l'extrême-droite : résultat, quatre membres ou amis du FN au Conseil municipal ; Stirbois, secrétaire général, à la sécurité publique...

Le Pen pouvait, à son aise, parader lors de l'anti-fête de l'Huma, à St-Vrain, et réaffirmer sa « ligne politique » xénophobe et raciste. La droite « libérale », elle, se frotte les mains (à quelques fines bouches près)... les élucubrations Le penesques apportent de l'eau à son moulin. UDF et RPR apparaissent comme des forces pondérées, sérieuses, capables de conduire le pays vers des lendemains radieux, évidemment de préférence sans immigrés. C'est beau la tactique...

Claude DHALLUIN

EDITORIAL

ENGRENAGES



Un Super-Etendard manœuvrant sur le pont du porte-avions Foch, à Beyrouth.

Chacun, de retour de congés, savait la rentrée difficile et bourrée d'inquiétudes ; la réalité dépasse les craintes les plus pessimistes. On s'attendait au maintien de la politique d'austérité : le budget 84 l'alourdait. On redoutait l'augmentation du chômage, les milliers de jeunes en quête de premier emploi sur le pavé : la vague des licenciements programmés par le patronat cet été va bien au-delà, en assentiment bien souvent avec la politique industrielle du gouvernement lui-même. Dreux précise, ô combien, les menaces entraperçues aux municipales de mars. On imaginait bien aussi que monterait la tension internationale avec l'approche de l'installation des Pershing : le Tchad peut s'embraser d'un moment à l'autre, le Liban est de nouveau sous les bombes, bombes américaines... et aussi françaises. Et c'est bien là le — presque — inattendu de ce début d'automne : la France se trouve militairement engagée sur deux points chauds, et de quelle manière ! Engrenage qui conduit au renforcement de la politique d'austérité, engrenage du combat mal engagé contre la droite à force d'atermoiements et de concessions. Engrenage des engagements extérieurs. C'est beaucoup.

C'est beaucoup trop d'hypocrisie, quand d'un côté on condamne les obus américains et de l'autre on justifie les obus français. Les uns comme les autres sont inadmissibles. Pourquoi ne pas reconnaître ce que les faits prouvent amplement depuis plusieurs semaines : la mission dite « d'interposition » a complètement fait faillite. Les multiples ingérences étrangères ont jeté l'huile sur le feu d'un Liban déjà déchiré par ses propres conflits. Sans doute la France n'est-elle pas directement responsable de l'escalade dangereuse créée dans la région par les ambitions expansionnistes d'Israël et par la rivalité des intérêts économiques et stratégiques des deux superpuissances. Pour autant, les troupes françaises, comme toutes les troupes étrangères, doivent quitter le Liban. Comme elles doivent quitter le Tchad et y cesser leur intervention injustifiée. De tels choix peuvent peut-être encore stopper l'engrenage ; ils exigent de rompre avec la politique du « maintien des zones d'influence » et de mettre effectivement en œuvre le respect du droit des peuples à régler eux-mêmes leurs propres affaires.

La situation intérieure exige aussi lucidité, courage et détermination. Il faut bien reconnaître qu'aucune véritable riposte de masse ne se dessine face aux attaques patronales redoublées et face à l'offensive amplifiée de démolition et de sape de la droite. Et pour cause ! Les tentatives d'explication, même les mieux réussies, de François Mitterrand n'y peuvent rien. Pas plus que les appréciations d'« amorce de progrès » du Comité central du PCF, assorties d'attaques contre la « fausse gauche » ou la « gauche américaine ». Les travailleurs, les militants jugent sur pièces. Et les bons résultats récents du commerce extérieur, s'ils remplissent les comptes en banque de quelques trusts, privés ou publics, sont d'un piètre secours pour le budget racorni des familles et ne sauraient calmer l'angoisse lancinante des sans-travail. Ni l'invocation au « peuple de gauche » ni les raidissements sectaires de tous bords, ne tiennent lieu d'une politique de mobilisation des travailleurs.

Il faut s'attaquer aux véritables problèmes, l'emploi, le pouvoir d'achat, la santé, l'immigration, sur la base des intérêts des travailleurs eux-mêmes, et non dans l'esprit de la conciliation et de la « trêve » de classes, dont l'antagonisme se révèle toujours autant d'actualité. Faute de quoi, continuera l'engrenage de la défiance et de l'échec. Ici, des travailleurs luttent pour leur emploi et leurs conditions de travail, là, d'autres militent pour que leurs voix soient entendues dans les Caisses de Sécurité sociale et que soient défendus leurs droits sociaux, d'autres encore agissent de manière quotidienne pour que soit reconnue l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés. Prendre appui sur ces luttes, leur donner les moyens de se rejoindre et de se renforcer, rejeter toutes les exclusives, constituent la seule voie pour affronter difficultés et menaces. La défense de la paix nécessite la même attitude. Du pain sur la planche pour tous les militants ouvriers et populaires !

Camille GRANOT

LES TRAVAILLEURS ET L'EMPLOI VICTIMES

BUDGET 84

Le gouvernement présente le projet de budget 84 comme celui de la rigueur et de l'efficacité, de la justice et de l'effort partagé. 1984 devrait être une « année charnière », permettant de marquer des points sur le double terrain de la lutte contre l'inflation et du rétablissement des équilibres extérieurs, tout en écartant le risque de déflation, génératrice de chômage, et en préparant l'avenir.

L'examen du projet de budget permet de confronter ces orientations à la réalité.

PLUS DE JUSTICE ?

La plus importante mesure « fiscale » annoncée à l'occasion de la présentation du budget ne concerne pas les impôts proprement dits, mais l'augmentation de 1% de la cotisation vicieuse retenue sur les salaires de tous les travailleurs. Après le 1% d'augmentation de TVA de juillet 1982, le 1% de cotisation Sécurité sociale de janvier 1982, les deux relèvements de la cotisation chômage, l'addition s'alourdit de manière nullement sélective, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement. D'autant qu'il serait question d'augmenter à nouveau la cotisation chômage dans les prochaines semaines.

A ce nouveau prélèvement, il faut ajouter le maintien du 1% Sécurité sociale, institué exceptionnellement au printemps dernier, et qui est versé par la grande majorité des travailleurs, tous ceux qui gagnent plus que le SMIC. Et la surtaxe progressive qui frappe bien en dessous des privilégiés, et plus bas qu'en 1982 et 1983.

Dans le même temps, le capital obtient de nouveaux allègements, en particulier l'exonération de l'« outil de travail » de l'impôt sur les grandes fortunes. Avec les diverses exonérations déjà décidées l'an dernier, l'IGF se réduit comme une peau de chagrin. Son taux maximum (1,5% pour les fortunes supérieures à 11,2 millions de francs, soit plus de 1 milliard d'anciens francs, toutes déductions faites) est ridiculement faible au regard des taux d'intérêt obtenus pour les obligations ou la spéculation. Ainsi le récent emprunt lancé par l'Etat rapporte plus de 13%, soit 8% de mieux que l'augmentation

des prix prévue l'an prochain. Au total, l'impôt sur les grandes fortunes ne devrait rapporter que 5 milliards l'an prochain, alors que la TVA s'élèvera à plus de 415 milliards !

Le budget prévoit également d'exonérer totalement d'impôts les nouvelles entreprises pendant trois ans, mais sans aucune garantie que cette aide servira effectivement à la création d'emplois au-delà. François Mitterrand a par ailleurs promis de réformer et de réduire la taxe professionnelle payée par les entreprises d'ici un an. Dans ces conditions, le projet de budget peut, sans crainte d'être démenti, affirmer que les charges fiscales des entreprises augmenteront moins que leurs ressources.

Les prévisions économiques du budget correspondent à un tel transfert en faveur du capital : alors que l'inflation est estimée à 5%, la hausse des salaires ne devrait être que de 4,9% et celle des coûts salariaux unitaires des entreprises, y compris les charges salariales, de 4,7%.

L'ensemble de ces éléments montre que le projet de budget 84 ne va pas dans le sens de plus de justice, mais de moins de justice. La grande masse des travailleurs va être à nouveau, et davantage, ponctionnée sur son pouvoir d'achat.

POUR QUELS OBJECTIFS ?

Le total des dépenses de l'Etat est prévu en augmentation de 6,3%, soit moins que la richesse nationale. Mais si l'on déduit le « service de la dette », qui correspond aux remboursements et intérêts des emprunts antérieurs (en hausse de 20%), les dépenses n'augmenteront que de 5%. Le budget prévoyait donc un programme rigoureux d'économies. C'est ainsi que les budgets

des PTT, du Logement, de l'Agriculture devraient diminuer. Les dépenses de fonctionnement ne devraient augmenter que de 3% et les investissements civils de 4,8%, soit moins que la hausse des prix.

Le budget prévoit un blocage des effectifs globaux des fonctionnaires, jugeant les créations d'emploi effectuées ces deux dernières années largement suffisantes pour répondre aux besoins. L'augmentation de 1 620 postes dans l'Education se fera par transfert d'autres secteurs et donc diminution dans ceux-ci.



Par contre, certains budgets augmentent beaucoup plus que la moyenne et que la hausse des prix. C'est le cas des aides à l'industrie qui sont prévues en hausse de 19,2%, alors qu'elles avaient déjà enregistré des augmentations très substantielles ces deux dernières années, sans qu'augmentent pour autant les investissements et les créations d'emplois. Les entreprises, le patronat, public comme privé, sont les véritables privilégiés du projet de budget.

Les dépenses de formation pour les jeunes de 16 à 25 ans sont prévues en augmentation de 13% et devraient permettre la formation de 800 000 jeunes

selon les documents officiels, mais les crédits dégagés ne correspondent qu'à 650 000 possibilités.

Les mesures de soutien à l'emploi doivent augmenter de 23%, mais ce chiffre doit être relativisé. Ainsi les secours exceptionnels aux chômeurs ayant épuisé tous leurs droits à indemnisation, du fait des mesures restrictives du 24 novembre 1982, augmentent de 44,3% à elles seules. Par ailleurs, il n'est prévu qu'un milliard pour les contrats de solidarité destinés à la réduction de la durée du travail s'accompagnant d'embauches corrélatives.

L'emploi est le parent pauvre du budget 1984. Avec une augmentation du Produit intérieur estimée à 1% l'an prochain, et compte tenu des suppressions d'emploi déjà annoncées ou préparées, dans le secteur privé comme nationalisé, le chômage connaîtra une augmentation certaine l'an prochain, venant ainsi aggraver les conditions de vie des travailleurs déjà durement frappés dans leur pouvoir d'achat.

Le ralentissement de la hausse des prix et le rétablissement du commerce extérieur sont les deux seuls véritables objectifs du budget 84. Ils se mèneront selon les recettes les plus « classiques » consistant à frapper les travailleurs, pour tenter de redéployer les capitaux.

LE MOINDRE MAL ?

Ainsi le budget 84 est un pas de plus dans la logique de l'austérité pour les travailleurs. Pierre Mauroy puis François Mitterrand lors de l'émission « L'Enjeu » ont insisté sur le fait qu'il n'y a pas d'autre politique possible, que chômage et baisse du pouvoir d'achat sont pires dans les autres pays, que nous serions donc condamnés au moindre mal.

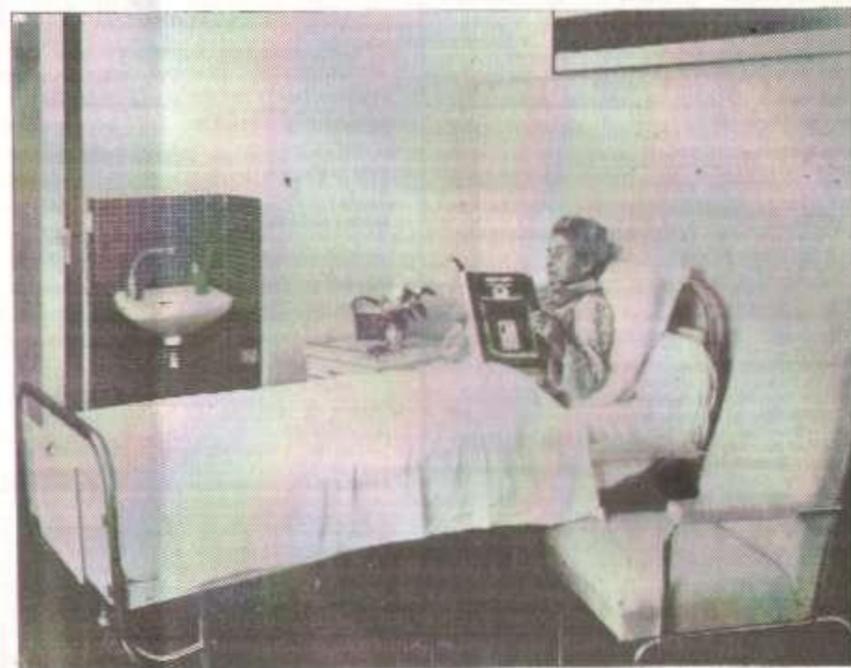
Mais, dès 1981, ils ont accepté les règles du jeu et les lois du capitalisme et de l'impérialisme avec toutes leurs conséquences : blocages institutionnels, spéculation et fuite des capitaux, course à la rentabilisation et au redéploiement, pressions croissantes des taux d'intérêt et du dollar, remobilisation rapide de la droite et de tous ses atouts. Un tel choix a conduit, et conduit encore plus aujourd'hui, à des concessions sans cesse croissantes aux exigences du patronat et de la droite, à l'aggravation de l'austérité pour les travailleurs. Autant d'éléments qui conduisent à affaiblir leurs capacités de résistance face aux attaques répétées du grand capital et de la droite.

Pierre BAUBY

HOPITAUX

RESTRICTIONS AU DROIT A LA SANTE

Le gouvernement vient d'adopter un projet de loi sur la réforme hospitalière dont l'essentiel consiste à réduire les dépenses par l'instauration d'un budget global annuel. Chaque année, après négociation entre l'hôpital et la Caisse de Sécurité sociale, le commissaire de la République (préfet) arrêtera une dotation globale, versée chaque mois par douzième. Il pourra réduire les dépenses en fonction des « hypothèses économiques générales » fixées par le gouvernement. Ce budget ne pourra qu'exceptionnellement être augmenté en cours d'année.



Ce système vient remplacer celui du « prix de journée » qui poussait à « occuper » les lits sans que cela corresponde aux besoins des malades dans bien des cas. Il vise également à restreindre l'augmentation des coûts qu'entraînait le recours à des moyens et techniques de plus en plus sophistiqués, souvent sans rapport avec les besoins exploratoires ou thérapeutiques (cf. le dossier de *Travailleurs* n°11). Mais, l'existence de tels abus est liée à l'existence d'une médecine libérale, basée sur l'esprit « petit commerce » et sur le profit qui n'est nullement remise en cause aujourd'hui. Le blocage autoritaire et centralisé des recettes et dépenses des hôpitaux ne peut, dès lors, qu'entraîner une détérioration des conditions et de la qualité des soins.

Les aides de la Sécurité sociale aux nouveaux investissements des hôpitaux sont supprimées. L'orientation sous-jacente au projet consiste à admettre moins de malades et moins longtemps. Dans ce contexte, la « départementalisation », c'est-à-dire l'introduction d'une hiérarchie élective, se limitera à une « responsabilisation » des médecins pour qu'ils répartissent la pénurie.

Ce projet rompt avec la politique mise en œuvre depuis deux ans et qui avait conduit à créer 20 000 emplois, à stopper les fermetures de lits, à augmenter les budgets. Il renoue en fait avec l'orientation mise en œuvre par Barre entre 1979 et 1981, qui consistait à réduire les dépenses par la réduction de l'offre. Vu le rôle essentiel des hôpitaux dans le système de santé en France (plus de la moitié des dépenses d'assurance maladie), une telle réforme entraînera des restrictions importantes au droit à la santé.

**«IL FAUT METTRE
LA DROITE EN ECHEC
ET REUSSIR»**

MAIS COMMENT ?

Il y a toute une palanquée de faits ces derniers mois qui ont de quoi inciter à l'inquiétude.

La Nouvelle droite monte en ligne, en particulier au niveau des médias, elle redonne du chien aux vieilles feuilles fanées et en lance de nouvelles à grand renfort de pub.

L'extrême-droite à Dreux fait un score électoral important, rééditant son opération municipale du XX^e arrondissement de Paris (voir PCML-Flash n°52). La droite dite classique assimile les théories et idéologies de la Nouvelle droite et tracte officiellement reconnaissance et alliance avec l'extrême...

Elle poursuit son offensive sur tous les plans; «sa stratégie de la reconquête» ci-contre illustrée devrait convaincre les moins convaincus.

Pourtant la gauche, le gouvernement a toujours d'aussi mauvais sondages. Il n'y a pas signe — nous ne disons pas d'efforts — de contre-offensive populaire.

Certes, on peut, comme Poperen, se rassurer par les «bons indices» qui ultérieurement feront de «bons sondages». Le monde politique ne travaille-t-il pas à l'horizon 86?

On peut aussi, à l'instar du dernier CC du PCF, se contenter de l'affirmation que du point de vue de la mise en échec de la droite et de la réussite: «Il faut noter les progrès que commence à amorcer le mouvement des masses.»!

Quant à nous, nous notons deux faits sur lesquels il faut agir avec célérité. La droite n'est nullement disqualifiée. La gauche — et nous en sommes — ni ne rassemble, ni ne convainc, ni ne mobilise.

Le discours volontariste, les actions symboliques ne changent rien à l'affaire. Mettre dans la pratique la droite en échec, a fortiori l'extrême-droite, exige que la gauche renoue avec les masses populaires, prenne en main les problèmes réels du peuple que sont le chômage et le mal-vivre. Si ces maux profonds ne se fanent pas avant les roses, le peuple apportera son soutien à d'autres forces politiques. Il en est des meilleurs... Il en est des bien pires.

Alain SENTIER

LA DROITE : NOUVELLES DE SA RECONQUETE



«V ille après ville, regagnons la France». Ce slogan de la droite aux dernières municipales est en voie d'application dans de nombreuses localités perdues par la gauche lors de ces élections. Liquidations des institutions culturelles, attaques contre le personnel municipal, réductions du budget social se multiplient. Par-delà l'aspect local, se profile une politique que ne manquerait pas d'appliquer la droite si elle revenait au pouvoir.

A St-Etienne, le directeur de la Maison de la culture avait le tort d'être communiste : licencié. Sur sa lancée, Dubanchet, le nouveau maire, veut également liquider les «Rencontres internationales cinématographiques» (80 000 participants en 83) accusées de favoriser le débat par rapport au cinéma (sic!).

Même son de cloche à Brest où a été supprimée toute subvention à l'Association de la Maison de la culture. Itou à Tourcoing pour le Centre d'action culturelle et à Taverny pour l'Office municipal des loisirs et des fêtes. Quant à Nantes, la réduction de subvention de la Maison de la culture vise

à contraindre celle-ci à l'autofinancement. Il faut qu'elle devienne rentable comme n'importe quelle entreprise qui vend sa camelote. Inutile, avec une telle orientation, d'attendre la moindre nouveauté, souvent risquée au point de vue financier.

Ce n'est pas un hasard si dans de nombreuses municipalités qui ont basculé à droite, l'attaque a porté en premier lieu sur le domaine culturel.

Pour ces nouveaux élus, la création artistique, l'animation culturelle des quartiers sont un secteur par excellence non-rentable, improductif. Peu importe les besoins énormes de la population, déjà bien maigrement satisfaits avec les équipements actuels; ça ne rapporte pas de fric, c'est donc à bazarder.

Rajoutons à cela que la droite voit dans les institutions culturelles un lieu privilégié «d'infiltration marxiste», raison de plus pour les mettre à genoux.

L'EXEMPLE DE LEVALLOIS

Parmi les nouveaux maires de droite arrivés à la tête des municipalités, en mars 83, un semble particulièrement à

la pointe pour expérimenter les méthodes de gestion de la droite : Balkany, maire de Levallois-Perret.

Énumérons rapidement les méfaits du personnage depuis son entrée en fonction :

—arrêt de tous les chantiers de construction à vocation sociale au profit de projets de logements standing, les choix précédents étant considérés comme improductifs. Ainsi, l'île de la Jatte, sur la Seine, qui devait devenir un Centre de loisirs, sera aménagée en



Patrick Balkany

ensemble résidentiel avec club-house, tennis privé, etc.

—le nouveau stade, inauguré il y a deux ans, et auparavant ouvert aux associations sportives levalloisiennes, est maintenant réservé au club de football professionnel «Le stade français», susceptible de «rentabiliser les équipements».

—les associations locales ont été évincées de la Maison pour tous au profit du Stade français (encore lui) qui en a fait son siège social. Sans oublier bien sûr la tentative sans précédent pour vider les syndicats de la Bourse du Travail.

—citons encore, l'éviction de l'ancien personnel municipal, la privatisation des colonies, le recrutement d'une police municipale qui s'est déjà tristement illustrée dans l'affaire de la Bourse du Travail, l'accord avec la direction Citroën pour la liquidation de l'usine de Levallois, avec en perspective une opération immobilière juteuse.

LIBERAL...

Tous ces exemples montrent en fait, répétons-le, que derrière la gestion mu-

nicipale se profile la politique que mènerait la droite au cas où elle reviendrait au pouvoir. C'est d'ailleurs bien le sens qu'elle entend donner à son action dans les villes qu'elle contrôle, mettre en place des «contre-pouvoirs», en attendant de le retrouver au niveau national...

Les options défendues sont les mêmes que celles de Chirac lorsqu'il parle de dénationalisation, de limitation draconienne du budget social de l'Etat, etc.

Appliquer au niveau local, les principes économiques du «nouveau libéralisme» en liquidant tous les secteurs non-rentables, en premier lieu, tous les postes du budget consacrés à l'amélioration des conditions de vie de la population. Gérer les villes comme des entreprises capitalistes classiques, où l'essentiel est de réaliser des profits substantiels qui iront dans la poche des «amis» de la municipalité. Casser les reins aux travailleurs et en particulier à leurs associations populaires... Voilà bien la réalité des nouvelles municipalités de droite.

Thomas ZEK



Beaucoup de monde, de beau monde, à Dreux à la veille des élections que la gauche perdra. Michel Rocard, Georgina Dufaix, Marcel Debarge, Pierre Joxe, Pierre Juquin, Alain Krivine, Pierre Bauby. Beaucoup de symboles aussi : cérémonie en hommage à Marcel Viollette, lâcher de pigeons, musique de recueillement. Tout cela un peu extérieur, un peu loin des besoins concrets, un peu trop... et surtout un peu tard. On le dit sans méchanceté : on soutenait, on y était et il fallait y être...

NIMES

Le maire de Nîmes, candidat unique de la droite aux dernières municipales a le mérite de la clarté. Patron de la société Cacharel, il a en outre intégré dans sa liste bon nombre de dirigeants de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou autres patrons de cliniques privées.

Pour les travailleurs, le changement de municipalité a entraîné, dans des délais extrêmement rapides, une attaque dans tous les domaines contre leurs droits, leur emploi ou les réalisations avantageuses pour eux dans l'ancienne municipalité de gauche.

ATTAQUE CONTRE LES DROITS ET L'EMPLOI DU PERSONNEL

Dès son arrivée, la municipalité de droite a pris les mesures suivantes :
—licenciement de cinq contractuels

(en poste depuis un an et pour six ans)
—nombre de mouvements arbitraires ont été effectués (ex : la majorité des agents du protocole affectés à l'Hôtel de Ville) ce qui équivaut dans beaucoup de cas à de véritables rétrogradations

—modification du tableau des effectifs et création de postes sans que la commission paritaire soit saisie

—recrutement sans respect des règles statutaires (sans concours notamment)

—suspension du secrétaire général et traduction devant le conseil de discipline sur des motifs fallacieux.

ATTAQUE GÉNÉRALISÉE CONTRE LES DROITS ET ACQUIS DES TRAVAILLEURS

—remise en cause du nouveau plan de circulation et de l'accord conclu avec le ministère des Transports, entraînant 19 licenciements, le blocage des salaires pour deux ans et la suppression des avantages acquis par les travailleurs

de la Régie municipale des Transports
—restriction aux libertés d'utilisation des salles du Centre culturel par les associations et les partis politiques

—suppression des subventions aux organisations syndicales de la ville

—fermeture durant l'été d'une piscine de la ville pour ne pas avoir à payer du personnel supplémentaire.

ABANDON DE CERTAINS PROJETS

La municipalité a, d'autre part, annulé les projets de construction suivants :

—annexe de la Bibliothèque municipale de la ZUP

—piscine dans le quartier populaire du Mas de Mingues

—construction de deux gymnases

—centre socio-culturel de la ZUP-Nord

—cuisine centrale pour les cantines (il y a de la privatisation dans l'air)

—maison des internes.



REDEPLOIE A TOUT VA

200 000 chômeurs de plus à la fin de l'année, et autant encore fin 1984 : telles sont les prévisions de l'INSEE. La vague des annonces de suppressions d'emplois qui se sont multipliées au cours de l'été montre que ces chiffres sont tout à fait plausibles.

Depuis la mi-mars, la CGT a recensé les décisions patronales de supprimer 100 000 postes de travail dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, dont 38 000 dans la métallurgie, 10 000 dans la chimie, 5 000 dans la construction, 4 000 dans le textile, 3 000 dans le bois-ameublement... Sur cette liste, 7 371 suppressions d'emplois chez Talbot-Peugeot, 1 000 chez Colas, 1 500 à la Chapelle-Darblay, le projet de fermeture de Citroën-Levallois.

Les effectifs industriels diminuent, selon l'INSEE, au rythme de 40 000 par trimestre (-0,7%), ceux du bâtiment et des travaux publics de 15 000 (-1,5%). Et alors que jusqu'à l'automne 1982, les effectifs du « tertiaire marchand » continuaient d'augmenter légèrement, ils ont baissé de 30 000 (-0,4%) au premier trimestre 1983.

Le patronat multiplie aujourd'hui les pressions sur le gouvernement pour obtenir la liberté totale de licencier. Yvon Gattaz déclarait, le 16 août, à la sortie de l'Elysée : « Pour éviter des faillites avec les licenciements totaux, il faut permettre les licenciements rapides et partiels. Freiner les licenciements finalement, c'est interdire l'embauche. La

seule façon de créer rapidement des emplois, c'est de rendre totalement libres les embauches à durée déterminée. »

Une telle offensive du capital n'est pas seulement la conséquence de la politique d'austérité du gouvernement, qui entraîne réduction du pouvoir d'achat des travailleurs et ralentissement de la production. C'est, en fait, la résultante des restructurations et concentrations des différents capitaux et groupes, à la recherche des placements les plus rentables, du profit maximum, en particulier par le redéploiement sur le marché international.

Il est plus rentable, pour tous les groupes industriels et bancaires, privés comme nationalisés, d'exporter des capitaux et de créer des emplois dans le Tiers Monde, non pour satisfaire les besoins de ces pays, mais pour profiter d'une main-d'œuvre moins chère, ou dans les autres pays capitalistes pour baisser les prix de vente et gagner une meilleure position sur le marché.

Voilà pourquoi il faut, entre autres, instaurer un droit des Comités d'entreprise de suspendre les licenciements et suppressions d'emplois pour qu'une enquête permette d'établir la situation réelle de chaque entreprise ou groupe concerné, sa politique passée, les aides publiques reçues et leur utilisation, les projets de redéploiement des capitaux, les autres solutions possibles.



VEUT LIQUIDER SON ETABLISSEMENT DE VINCENNES

« Clic-clac, merci Kodak ! » Qui ne connaît les petites boîtes jaune et rouge contenant ce qui deviendra les photos de vacances, le témoin des premiers pas hésitants de Bébé ou les tendres souvenirs des amoureux ? Le hic, c'est qu'en 1987, peut-être même avant, ces merveilleuses pellicules pourraient bien servir aussi à fixer les images des bulldozers détruisant les ateliers les ayant fabriquées, à Kodak-Vincennes, avec en premier plan les centaines de travailleurs laissés sur le carreau dans l'opération.

La société américaine Eastman Kodak Company est le numéro un mondial des produits photographiques ; longtemps en position de monopole, elle se trouve confrontée maintenant à une

concurrence qui marque des points et à des mutations profondes dans les techniques de l'image. Sa réponse, classiquement capitaliste, est de faire payer aux travailleurs la note du redéploiement indispensable. Kodak a déjà licencié 2 700 travailleurs aux USA en 1983. En France, Kodak veut donc liquider l'établissement de Vincennes et l'essentiel de ses productions, et se réorganiser partiellement à Chalon-sur-Saône, où tourne déjà une usine de 2 000 personnes.

Kodak-Vincennes, c'est le berceau de l'industrie de la photo en France. Si Kodak parvient à fermer Vincennes, plus de 2 000 emplois (hors emplois induits) sont encore supprimés en Ile-de-France, des centaines de licenciements

sont certains ; et c'est la liquidation de la seule usine complète de fabrication des surfaces sensibles photo-et-cinématographiques du pays, avec son centre de recherche (appliquée et fondamentale) attendant.

L'EMPLOI

Lorsque Kodak annonça son premier plan de restructurations, la direction jura ses grands dieux qu'il n'y aurait pas de licenciements : le site de Vincennes serait conservé, le personnel en excédent reclassé sans problèmes dans d'autres établissements Kodak de la région parisienne ou de province.

suite page 9

Suite de la page 8 : KODAK VEUT LIQUIDER SON ETABLISSEMENT DE VINCENNES



Manifestation CGT-CFDT au ministère de l'Industrie

Aujourd'hui, le ton a changé : c'est Chalon ou la porte en 87 ! 1 500 travailleurs de Vincennes ont signé une pétition demandant le maintien sur place de l'emploi. La moyenne d'âge est de 44 ans : que signifie pour beaucoup partir en province, quand on a famille, relations, logement acheté, en région parisienne, sinon un déracinement complet, une brisure impossible de sa vie ?

C'est en fait impossible pour la plupart, et la direction le sait ; mais cela lui permet d'affirmer sans risques qu'il y a de la place pour tout le monde là-bas — ce qui est faux — et de préparer les licenciements sur le mode : « Vous refusez notre proposition, vous prenez vos responsabilités ! »

LE POTENTIEL INDUSTRIEL ET DE RECHERCHE

L'industrie de l'image touche d'innombrables besoins du pays et de sa population : de la médecine aux loisirs, de l'industrie à la défense, de la recherche fondamentale à l'architecture, etc. Il y a une évolution très rapide de sa technologie et de ses applications : l'image magnétique (vidéo) et l'image synthétique (créée par ordinateur) se développent, concurrentes mais aussi complémentaires de l'image chimique (argentique) dominante jusqu'à présent et dont Kodak est leader. Le IX^e Plan fait de la communication une priorité : il y a là un enjeu énorme. La

stratégie de Kodak : investir massivement dans l'électronique et l'informatique aux USA, liquider la recherche en France et faire des économies d'échelle en spécialisant les usines à outrance. Vincennes produit de A à Z de très nombreux produits complexes et de pointe. La meilleure équipe de recherche du groupe Kodak sur l'image magnétique est à Vincennes. Chalon-sur-Saône ne produira qu'une diversité limitée de produits, mais massivement, et ce ne sont pas pour la plupart des produits d'avenir. Il n'y aura plus de recherche fondamentale, mais seulement de la recherche appliquée. Ce qui fait craindre pour l'avenir de l'établissement de Chalon même.

UNE LUTTE DIFFICILE ET COMPLEXE

Des promesses de non-licenciement en 71 à la situation actuelle, la direction a pris des engagements, à chaque étape du démantèlement de Vincennes, qui se sont révélés en fait des promesses destinées à diviser et neutraliser le personnel à chacune de ces étapes. Et jusqu'à présent, tout mouvement massif de défense de l'emploi a été ainsi évité, malgré un travail syndical CGT-CFDT important et des actions menées depuis plusieurs années sur cette question.

Aujourd'hui la direction promet aux quelques 500 personnes ayant 50 ans actuellement, des « congés de fin

de carrière », préretraites... promesses sans engagement plus précis jusqu'à présent, mais qui n'incitent guère à la lutte les éventuels bénéficiaires... Il est possible — non certain — que 200 à 300 travailleurs aillent réellement à Chalon, et la direction spéculer sur pas mal de départs « volontaires » (primes...). Il y a donc une difficulté certaine à unir largement le personnel dans l'action pour l'emploi.

De nombreuses démarches ont été faites vers les pouvoirs publics, en particulier le ministère de l'Industrie. Mais jusqu'à présent, aucune réponse positive n'est venue, ce qui déçoit — à juste titre — l'attente des travailleurs.

Situation difficile certes, mais les raisons de lutter restent :

— le mouvement ouvrier ne peut rester indifférent à la liquidation d'équipements de recherche, de capacités de production dans des domaines qui font partie des besoins de la population, du pays, et de leur avenir. Si les militants, les ouvriers et cadres de Kodak-Vincennes attendaient « le jour » de la rupture d'avec le capitalisme pour s'intéresser à ce qu'ils fabriquent, ils risqueraient fort, ce jour-là, d'avoir du mal à participer à la gestion de leur entreprise. Et mieux vaudrait alors se trouver face à la tâche de réorganiser sur d'autres critères que celui du profit capitaliste une production encore existante, que d'avoir à tout reconstruire de zéro. Dans le cours même de la lutte, il est maintenant nécessaire, face aux arguments chiffrés et étayés de la direction, de prouver qu'une autre logique économique avec d'autres conséquences sociales serait possible, et est indispensable.

Mais cette connaissance, cette capacité d'analyse et de propositions économiques ne sont qu'une composante du rapport de forces qu'il est nécessaire d'obtenir pour gagner. Elles ne sont pas le rapport de forces lui-même. Et celui-ci ne peut se dessiner que dans les ateliers.

— quelles que soient les belles analyses économiques patronales, rien ne justifie de priver de travail des centaines d'hommes et de femmes et de les plonger ainsi dans les difficultés. Nous savons les mutations technologiques inévitables, les évolutions nécessaires. Nous ne sommes pas d'accord pour en faire les frais. Et les travailleurs de Kodak, leurs organisations syndicales, n'ont pas dit leur dernier mot, loin s'en faut...

Patrick BAUDOUIN

THOMSON-ANGERS

licencie pour restructurer

L'accord CGE-Thomson vient d'être annoncé publiquement, au moment où nos camarades d'Angers nous faisaient parvenir des informations sur les derniers développements de la restructuration à Thomson-Angers. En cinq ans, 1 000 travailleurs en moins, et aujourd'hui 22 directement menacés de licenciements! La nationalisation n'a pas changé la politique de rentabilisation et de profit, qui s'en prend aux conditions de vie et de travail de travailleurs.

L'accord CGE-Thomson*, à grande échelle, est de la même eau. Instrument du redéploiement impérialiste français sur le marché mondial dans le domaine du téléphone, par CGE interposée, soucieux de « rationaliser un portefeuille trop dispersé » pour le nouveau Thomson, qui s'occupera des branches électroniques militaires et grands publics et des composants, cet accord « ne résoudra pas les problèmes d'emploi », qui sont très sérieux, de l'avis même des deux Pdg des entreprises nationalisées. Certes, le gouvernement a posé des conditions, notamment de « garantir l'emploi », et a recommandé aux Pdg la consultation des organisations de salariés. Le récent cas d'Angers montre assez qu'on ne peut faire grande confiance à de tels engagements. La riposte unie des travailleurs, pour la défense de leurs emplois et de leurs conditions de travail et de vie, peut, seule, garantir leur avenir.

* Nous reviendrons sur cet accord et ses effets dans un prochain *Travailleurs*

2 900 personnes travaillaient à Thomson-Angers en 1977-78. Elles sont 1 000 de moins aujourd'hui : licenciements plus ou moins déguisés au bénéfice de la restructuration...

HIER...

Ça commence en 1979, avec 200 départs des plus de 56 ans et 3 mois, assez contents de quitter l'usine dans l'ensemble. En 1981, l'arrivée d'une chaîne japonaise *Hirata*, produisant par jour 2 000 téléviseurs en deux équipes sur la base du « volontariat » — l'essentiel de la production quotidienne est alors de 2 500 à 2 600 téléviseurs environ; elle entraîne le départ « volontaire » de 150 personnes, acceptant de quitter l'usine avec un an de salaire en prime. Les syndicats CGT et CFDT qualifient ces départs de licenciements déguisés; certains travailleurs préfèrent partir plutôt que d'être accusés au travail en équipes; ils n'ont pas confiance en la possibilité de s'opposer à cette transformation par l'action syndicale. Précisons que beaucoup de travailleurs, en majorité dans l'usine, refusent ce travail en équipes qui compromet l'équilibre familial déjà si difficile à réaliser : elles habitent de 10 à 20 km d'Angers et auront des problèmes de

transport et de garde d'enfants quasi impossibles à résoudre.

En 1982, est signé un contrat de solidarité avec départ pour les 55 ans et plus et se précisent les menaces de généralisation du travail en équipes. La CFDT opte pour le libre choix et un maintien d'emplois à la journée; la CGT refuse la généralisation, mais aucune action n'est entreprise. Dernier acte : au premier semestre 83, la direction impose le travail en équipes pour tous : 35h30 par semaine avec prime. Ceux qui ne seront pas « volontaires » (expression de la direction, dénoncée par les syndicats...) seront licenciés économiques!

...ET AUJOURD'HUI

Les syndicats parviennent alors à surmonter des divergences inscrites dans un long passé de division et s'unifient pour exiger : oui au travail en équipes mais avec 30h. par semaine (en 6 heures sur 5 jours) et sans prime. La direction répond 30h. par semaine, en 5 heures sur 6 jours (samedi compris) et maintient le licenciement économique pour ceux qui ne sont pas « volontaires ». 250 personnes, encore à la journée, sont concernées; mais les lettres patronales ne parvien-

nent qu'à 180... tandis que les pressions et divisions de toutes sortes se multiplient. Le patron dit, dans la presse locale, que 140 personnes ont accepté, que 400 sont prêtes à embaucher à ses conditions, etc. Les syndicats, quant à eux, disent « on a tout dit, tout fait pour s'opposer », espérant que le gouvernement n'accepte pas une mesure de licenciement dans une boîte nationalisée. Leur intervention se faisant d'ailleurs à Paris, au niveau du groupe, les travailleurs ont souvent appris le contenu des négociations par la presse et non par les délégués. Ceux-ci, d'ailleurs, sont au « bout du rouleau », fatigués par la durée du conflit, découragés aussi par ces mesures de l'après-mai 81, quasi effondrés quand le couperet tombe : les licenciements sont demandés par la direction d'une boîte nationalisée, avec un gouvernement de gauche!

Où en est-on aujourd'hui — le 20 septembre? 22 personnes ont refusé finalement le travail en équipes et le patron a déposé les dossiers de licenciements économiques sur le bureau de l'inspecteur du Travail; 80 restent encore à la journée, mais leur tour est sans doute pour bientôt... L'ambiance n'est vraiment pas bonne dans l'usine où le diktat et les manœuvres de division du patron ont porté leurs fruits... Thomson est arrivé peu à peu à ses fins : restructurer pour son intérêt; qu'importe si des travailleurs se retrouvent sans emploi, qu'importe si des travailleuses et leurs enfants mènent une vie impossible avec le travail en équipes! Comme dit une ouvrière de l'usine : « On n'est rien, on n'est que des O.S. On nous déplace selon les besoins, on fait de tout selon les besoins de la production, tout n'est que chantage de la part de la direction. »

On est bien loin de la « vitrine sociale » que les nationalisées devraient être, selon les discours et promesses du Parti socialiste.

Correspondant Angers
20 septembre

IMMIGRATION

Les mauvaises mesures l'emportent

Le gouvernement a pris d'importantes décisions concernant les immigrés lors du Conseil des ministres du 31 août. Deux volets à ces mesures : lutter contre l'immigration clandestine et favoriser l'insertion des immigrés.

Avec les quelques 40 associations et organisations signataires du manifeste pour une carte unique de 10 ans, nous avons aussitôt relevé que « malheureusement, la population française risque de ne retenir que le caractère précis des mesures répressives ». Les faits survenus depuis autant que les commentaires dans les médias et la volonté maintes fois réaffirmée, y compris par le président de la République, de fermeté absolue en la matière, ont totalement confirmé cette crainte.

Les opérations de contrôle, d'expulsions massives ont été la concrétisation la plus évidente des décisions gouvernementales au point que le Garde des Sceaux en est à demander aux tribunaux de procéder le plus possible par « saisine directe » (flagrant délit) et jugement immédiatement exécutoire pour éviter de remplir les prisons d'un flot d'expulsables.

Il n'y a pas plus d'immigrés en France, aujourd'hui, qu'il y a 10 ans. « Sédentaires » comme clandestins, ils ne sont pas plus qu'avant la cause du chômage, de l'insécurité ou de la baisse du pouvoir d'achat dans ce pays. Les faits, les réalités en témoignent et nous avons, pour notre part, fait ce qu'il nous était possible pour faire connaître la vérité de l'immigration. Aujourd'hui comme hier...

Il est vrai aussi, que la crise et toutes ses conséquences aiguissent les tensions dans la société. Dans ces conditions, ceux qui divisent pour mieux régner s'emploient toujours à désigner quelque bouc émissaire pour détourner d'eux les colères, pour diviser ceux qu'ils oppriment et frappent encore plus durement en temps de crise. La droite au pouvoir — Giscard-Barre-Bonnet — a pratiqué ainsi durant des années. Elle a continué de plus belle, sous d'autres formes, une fois hors du gouvernement.

L'opinion ainsi façonnée ne saurait certes être transformée en quelques jours, d'autant que la gauche dans l'opposition n'avait déjà que bien peu fait



Vue de la manifestation à la veille des élections de Dreux.

contre le déferlement de propagande et de mensonges anti-immigrés.

Or, au-delà des mesures à caractère positif prises au lendemain du 10 mai, le gouvernement et les partis qui y participent n'ont pas engagé le combat sur ce terrain; plus encore, à la veille des municipales, lors des conflits dans l'automobile, le gouvernement a ajouté lui-même à la confusion par de très regrettables déclarations sur les « immigrés manipulés »; il renonçait au moindre effort d'explication sur le sujet lors de la campagne électorale : la brochure préparée par le Secrétariat d'Etat à l'Immigration « *Vivre ensemble : les immigrés parmi nous* », allait au pilon sur décision gouvernementale. Certains résultats électoraux ont témoigné de la profondeur du mal.

Les mesures prises, le 31 août, par ce qui en sera retenu, si elles freinent l'hémorragie sur le plan électoral — ce qui est encore à voir! — ne feront par contre que renforcer le courant générateur de tensions entre communautés française et immigrée et les forces les plus réactionnaires qui s'en nourrissent. Sans compter les conséquences désastreuses pour les immigrés eux-mêmes,

clandestins ou non. Le renforcement de l'extrême-droite et l'aggravation de la situation de l'immigration seront-ils des résultats à porter à l'actif de la gestion de la gauche?

Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il est important et urgent que le gouvernement s'engage d'une part dans la campagne en profondeur nécessaire pour éclairer l'opinion et faire la vérité sur les questions de l'immigration, et que d'autre part, il prenne des mesures positives et nécessaires. Par exemple : la carte unique de 10 ans, renouvelable automatiquement pour tous les immigrés en situation régulière et des dispositions qui s'attaquent aux causes de l'immigration clandestine, aux profiteurs de ce moderne trafic d'hommes, et non aux victimes.

Il faut absolument reconnaître des droits politiques et sociaux aux travailleurs immigrés, à tous les hommes et femmes qui travaillent et vivent dans notre pays, quelles que soient leurs origines, leur nationalité, leurs cultures; c'est une condition nécessaire pour transformer en profondeur les réalités et les mentalités.

Gilles CARPENTIER

MAINTENIR ET ELARGIR LES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS

Le 19 octobre, tous les assurés sociaux, travailleurs comme retraités, sont appelés à élire leurs représentants dans les conseils d'administration de la Sécurité sociale. Ces élections sont importantes à plusieurs titres :

- il y a 32 millions d'électeurs, nettement plus que lors des élections « politiques », puisque voteront les jeunes à partir de 16 ans, les apprentis, les immigrés ;
- la Sécurité sociale gère au total un budget supérieur à celui de l'Etat, même si les orientations importantes sont du ressort du gouvernement ;
- l'abrogation d'une partie des ordonnances de 1967 va permettre aux représentants élus des confédérations syndicales de disposer de 15 sièges d'administrateurs sur 25, alors que depuis plus de 15 ans, le CNPF, désignant la moitié des administrateurs, avait mis la main sur la Sécurité sociale avec la complicité de certains syndicats comme FO ;
- les différentes prestations versées par la Sécurité sociale sont des composantes à part entière de la rémunération de la force de travail, sont un salaire indirect, différé ;
- les résultats de l'élection seront déterminants pour consolider et élargir les droits des travailleurs concernant la santé, les retraites, les allocations familiales.

LE PATRONAT VEUT LA RÉGRESSION SOCIALE

Avec les ordonnances de 1967 et plus particulièrement avec le développement de la crise, le patronat et la droite ont développé une offensive de grande envergure contre les droits et acquis sociaux des travailleurs, contre la protection sociale et la Sécurité sociale. Après avoir confié la gestion des caisses au CNPF, ils ont attaqué le droit à la santé par la réduction des remboursements, l'augmentation des cotisations, le développement de l'inégalité devant la santé, avec la volonté d'instaurer une médecine de luxe pour les riches et une médecine de pénurie pour les pauvres. Ils ont rogné sur les retraites et les allocations familiales et fait supporter au budget de la Sécurité sociale des charges qui auraient dû être du ressort de l'Etat. Avec l'augmentation du chômage, la Sécurité sociale a été mise en déficit, chaque augmentation de cent mille chômeurs entraînant 8,5 milliards de francs de perte (réduction des cotisations, augmentation des allocations).

Aujourd'hui, le patronat et la droite proposent des restrictions encore plus importantes : désengagement de la Sécurité sociale au profit des assurances privées, réduction des prestations versées dans tous les domaines, réduction des charges des patrons et augmentation des cotisations des travailleurs, diminution du personnel des hôpitaux... Prétendant que la Sécurité sociale est devenue un luxe du fait de la crise, le patronat propose une régression sociale sans précédent. Il faut empêcher à l'occasion des élections

Le PCML appelle les travailleurs, actifs et retraités, français et immigrés, les jeunes, à participer massivement aux élections du 19 octobre et à voter pour les candidats qui assurent la défense de leurs intérêts, sont porteurs de leurs revendications pour le maintien et l'élargissement de leurs droits sociaux, le développement de la Sécurité sociale sur la base de la satisfaction des besoins populaires, contre toute régression sociale.

Le Bureau politique du PCML — 18 septembre 1983

du 19 octobre que le CNPF ait la possibilité de mettre en œuvre cette orientation.

DES MESURES GOUVERNEMENTALES NÉFASTES

Combattre le patronat et ses orientations implique également de riposter aux mesures du gouvernement qui s'en prennent aux intérêts des travailleurs et à leur protection sociale. Depuis qu'en juin 1982 le gouvernement a adopté la logique de l'austérité, il a été amené à augmenter à plusieurs reprises les cotisations (pour la Sécurité sociale, le chômage et maintenant la vieillesse), à instaurer un forfait hôtelier en cas d'hospitalisation, à réduire le nombre des médicaments remboursés, à limiter l'indemnisation du chômage, mesures qui frappent surtout les travailleurs. Le gouvernement vient également de reconduire pour 1984 le prélèvement de 1% pour la Sécurité sociale, payé par tous ceux qui gagnent plus que le SMIC. Les récentes mesures restrictives pour la gestion des hôpitaux auront des répercussions importantes sur les soins. Il envisage, pour alléger les charges du patronat, de fiscaliser les cotisations, ce qui conduirait à une accentuation du prélèvement sur les travailleurs.

SATISFAIRE LES BESOINS POPULAIRES

Compte tenu de cette situation, le PCML se prononce en particulier pour :

- changer l'orientation du système de santé afin de remettre en cause les inégalités actuelles, d'accorder une réelle priorité à la prévention, de garantir le libre choix du médecin et la liberté de prescription, de remettre en cause le paiement à l'acte et de développer le paiement à la fonction, d'élaborer un statut hospitalier unique, de développer les centres de soins intégrés, de libérer la médecine et l'industrie pharmaceutique de la logique du profit, de répondre aux besoins sanitaires du Tiers Monde ;
- refuser toute remise en cause des droits et acquis sociaux des travailleurs, élargir la protection sociale par la réduction du ticket modérateur pour les soins, l'augmentation des retraites et prestations familiales, en particulier pour les familles modestes, satisfaire réellement les besoins sociaux, en prélevant les moyens nécessaires là où ils sont créés, dans les entreprises, en faisant payer les dettes patronales, en frappant les profits à tous les niveaux de la chaîne pharmaceutique, en imputant les charges indues au budget de l'Etat ;
- gérer la Sécurité sociale sans le patronat, puisqu'il s'agit du salaire différé des travailleurs, étendre la démocratie, la prise en main de leurs affaires par les travailleurs et le peuple.



POUR UNE MEDECINE DIFFERENTE

Le « voyage » au Syndicat de la Médecine générale réserve autant de surprises positives et suscite autant la réflexion que celui que *Travailleurs* d'avril dernier fit au Syndicat de la Magistrature. Car là encore tombe d'emblée l'image d'un corps homogène de nantis conservateurs, jaloux de leur pouvoir et de leur savoir. Là aussi, est manifeste la vocation populaire du syndicat dans sa conception de la santé et du droit à la santé pour tous comme dans l'effort continu et résolu de liaison avec les organisations ouvrières et populaires du pays, CGT, CFTD et FEN notamment, comme dans les pratiques médicales et sociales mises en œuvre, incontestablement porteuses d'avenir.

Apparaît aussi combien est ardue et décisive l'action syndicale parmi les médecins, dans une situation où les organisations professionnelles CSMF ou FMF, se raidissent de plus en plus pour préserver les prérogatives du système « libéral », pour maintenir l'unité d'un corps qui éclate et faire payer la crise du système de santé aux usagers, aux travailleurs. Dans cette bataille, tout ce qui renforce l'action du SMG va dans le sens de l'amélioration du système de santé pour les travailleurs. Le gouvernement de gauche ne l'a pas encore compris, puisqu'il refuse au SMG une représentativité pourtant évidente. Aveuglement ? Concession maladroite et inefficace aux forces conservatrices ? Le réalisme tant prôné à Matignon invite pourtant à un autre choix.

Camille GRANOT

SIGNES DISTINCTIFS

Naissance	Créé à Besançon, en avril 1975, par un groupe de médecins généralistes, venant d'horizons divers.	Organisation	Plus d'un millier d'adhérents ; il n'y a pas de délégations régionales. La Commission exécutive est élue par chaque Congrès annuel. Des commissions de travail organisent la réflexion et l'action : médicaments, formation médicale continue, IVG contraception, associations d'usagers, ordre des médecins, médecines parallèles, formes nouvelles d'exercice.
Objectifs	La Charte constitutive du SMG remet fondamentalement en cause la pratique médicale actuelle, en cinq points fondamentaux : lutter contre les causes véritables des maladies, imposer une formation adaptée aux besoins, transformer les conditions de travail, s'opposer à l'emprise du profit sur la médecine, être responsable devant la collectivité.	Affiliation	à l'Union syndicale de la Médecine, regroupant le SMT (Syndicat de la Médecine du travail), le SMH (Syndicat de la Médecine hospitalière), le SMS (Syndicat de la Médecine spécialisée) et le SMPSP (Syndicat de la Médecine préventive et de santé publique), formés par des médecins en accord avec les principaux points de la Charte du SMG.
Nature	Organisation syndicale, dont peuvent faire partie les médecins de base exerçant leur profession en France et les étudiants en médecine habilités à faire des remplacements de médecins généralistes.	Presse	Revue « Pratiques ou les Cahiers de la Médecine utopique ».

Pierre RABANY

Président du syndicat de la Médecine générale

répond à nos questions



■ Pourquoi le SMG? Quelles sont ses spécificités?

Apparu en 1975, quelques années après mai 1968, le SMG a été créé en rupture avec le syndicalisme médical traditionnel corporatiste et élitiste, syndicalisme de notables. Syndicat de médecins généralistes, il s'est associé avec d'autres organisations de médecins pour former l'Union syndicale de la Médecine.

Le SMG s'est développé autour de deux idées, contenues dans sa Charte de 1975 : la pratique des médecins généralistes n'étant plus viable doit se modifier; il faut modifier les relations entretenues avec les usagers. Les médecins généralistes étant aux avant-postes des contradictions que vivent les usagers, il est normal qu'une organisation de médecins généralistes ait pris en compte la première le problème de la pratique médicale et de la nécessité de son renouvellement, de la nécessité d'une rupture avec l'aspect commercial de la santé, d'une rupture avec le rapport de pouvoir dans la santé — notamment la suppression de l'Ordre des médecins. Modifier nos conditions de travail, transformer les rapports entre médecins et usagers, implique à la fois une rupture avec le paiement à l'acte et l'aspect commercial de la médecine, une opposition à l'emprise du profit sur la médecine et la modification de la pratique médicale et de la relation aux usagers.

Cela exige une prise en charge de la santé par les usagers eux-mêmes, non seulement individuellement mais aussi collectivement. Il faut lutter contre les causes véritables de la maladie, disions-nous dès 1975, et nous avons avancé l'idée de la prévention qui s'est beaucoup développée depuis. Les organisations ouvrières ont peu à peu exprimé des points de vue convergents, soulignant que les maladies professionnelles et les maladies en général, étaient bien souvent une pathologie du travail et

des conditions de vie faites aux travailleurs.

Le fondement de l'existence du SMG, c'est la nécessité, quasi historique, de développer des rapports nouveaux entre professionnels de santé et usagers, rapports moins mercantiles, plus collectifs. Symptôme de la nécessité d'une transformation des rapports sociaux dans ce secteur.

■ A quels phénomènes objectifs cette évolution, cette prise de conscience tiennent-elles?

Il existe, en parallèle de la crise des médecins généralistes, une crise idéologique des usagers que manifestent un certain manque de confiance dans la médecine traditionnelle, une certaine révolte contre l'utilisation commerciale de la maladie, contre la manipula-



tion au niveau humain. Le fossé se creuse entre généralistes et usagers...

Le second phénomène, c'est la crise économique du système de santé mercantile, de paiement à l'acte, qui depuis 1975, fait écho à la crise économique générale. Il y a de fortes progressions des coûts de santé qui se sont répercutées au niveau du prix du C et du V (1). Il existe, en 1983, une pression économique sur les généralistes qui, s'ils peuvent encore augmenter le nombre de leurs actes, ne peuvent le faire sans limites. Enfin, troisième facteur, il y a la démographie médicale...

On peut rechercher les causes de la crise à un niveau historique plus fondamental. La médecine exercée aujourd'hui, les rapports sociaux dans ce secteur, la vision de la maladie, tout ce qui produit l'idéologie médicale, se sont constitués avec la Révolution française. L'Etat a, d'une certaine manière, donné alors le pouvoir de soigner les gens aux médecins, avec la mise en place d'une forte centralisation, centralisation pour la délivrance des diplômes, pour les informations sur l'épidémiologie, les maladies, etc.; s'est ainsi constitué un « secteur de pouvoir », un « appareil d'Etat » en quelque sorte. Or, aujourd'hui, le pouvoir délégué par la bourgeoisie à un corps de métiers, qui avait et a des intérêts en l'affaire, est fortement remis en cause; on va vers une nouvelle division du pouvoir. Dans la santé, les usagers veulent se réapproprier un pouvoir...

■ Quelle réforme du système de santé faut-il opérer selon vous?

Avec la CGT, la CFDT et la FEN, nous avons mis au point une plateforme commune pour l'évolution du système de santé, afin de faire pression sur la « Convention », en 1980 (1). Notre orientation tient en deux termes : améliorer l'accès aux soins de tous, multiplier les expériences de médecine en rupture avec le paiement à l'acte.

Il faut permettre au plus grand nombre de se soigner; il faut supprimer les « passe-droits » (nous disons les « passoires ») qui permettent le dépassement du prix de la consultation — le « deuxième secteur ». Refuser, ou limiter, l'accès aux soins, notamment aux soins primaires n'est pas un service rendu à la collectivité : c'est une restriction inacceptable humainement, socialement; c'est aussi un mauvais calcul économique, car les personnes non-traitées en soins primaires arrivent en soins secondaires dans des situations dramatiques et très coûteuses pour la collectivité.

Il faut favoriser les expériences de rupture de paiement à l'acte. Le paiement à l'acte — comme le « prix de journée », d'ailleurs — favorise les gestes commerciaux au détriment des gestes de santé. Des études récentes du CREDOC (2), montrent que là où il y a forte démographie médicale existe une petite croissance des coûts de santé, du domaine de l'incitation : les médecins essaient de renouveler la consultation; quand il s'agit de spécialistes, l'accroissement des coûts est vertigineux : le spécialiste qui fixe les coûts en K et en Z (3) multiplie les actes. Le paiement à l'acte favorise la provocation et la multiplication des soins plutôt qu'une réponse adaptée à la demande et aux besoins. Nous demandons à travailler dans des structures où notre activité ne soit pas rémunérée en fonction du nombre d'actes individuels, mais à la fois en fonction de l'activité curative individuelle et de l'activité collective. Nous voulons travailler dans des structures où existe un partage du pouvoir de gestion avec les usagers. Certes, dans ce cadre, le médecin garde un pouvoir, de l'ordre du savoir, de l'héritage, qu'on ne peut modifier du jour au lendemain; la responsabilisation des usagers, dans des structures sanitaires de base, ne signifie pas la déresponsabilisation des médecins. Ils doivent participer à la gestion globale, fixer les programmes de prévention, garder la liberté de prescription, assortie d'un « travail » collectif autour de celle-ci. Par ailleurs, la liberté de choix du médecin par le malade doit subsister... Plus de responsabilités pour les usagers et les médecins, mais autant de liberté, et même plus...

Pour ce qui est du secteur libéral, qu'on ne saurait supprimer du jour au lendemain, nous proposons une politique de revenus consistant à favoriser l'implantation de médecins dans certains secteurs et à favoriser les médecins à faible activité, par le biais de l'incitation, des cotisations, etc.; par contre, des mesures concrètes devraient limiter l'activité des gros prescripteurs.

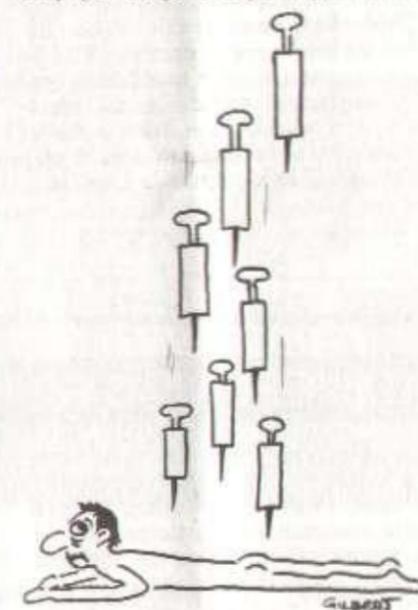
■ Qu'a-t-il été entrepris depuis mai 81?

Nous attendons toujours la suppression de l'Ordre des médecins, la suppression de l'ensemble de l'Ordre, au niveau national et départemental, car l'Ordre est structuré — moyens finan-

ciers, locaux, regroupements — sur le plan du département.

Nous attendons toujours la reconnaissance de notre représentativité syndicale, en tant que négociateur de la Convention. Certes, on a introduit le SMG dans des cercles de discussions — notamment dans la commission de la médecine générale, lieu d'échanges et non de décision. Mais notre représentativité — pourtant bien réelle si l'on s'en tient aux chiffres — nous est toujours refusée et nous continuons de l'exiger avec la même fermeté. Sans doute y a-t-il là une mauvaise analyse du gouvernement qui semble estimer que la reconnaissance de notre représentativité provoquerait une réaction des « libéraux ». En réalité, la mobilisation des « libéraux » n'est possible que sur les questions de prix et d'avenants tarifaires...

Nous portons des jugements mitigés sur les réformes et projets en cours. L'orientation en matière de santé n'est pas fixée; il s'agit d'une politique au coup par coup. Une politique fondée



sur l'équilibre des comptes est préjudiciable à la protection de la santé. Les mesures récemment adoptées — moindre remboursement, forfait hospitalier — amènent les usagers à payer plus de leur poche. Il y a de fait un transfert des coûts de Sécurité sociale vers les dépenses des ménages et des familles. Ce n'est pas un facteur de progression sociale; nous condamnons tout à fait cet aspect.

Nous trouvons positive, mais bien lente, l'application de l'article 17 qui fixe les règles de mise en place d'expé-

riences de médecine budgétisée; trois « unités sanitaires de base » ont démarré à St-Nazaire. C'est bien, mais c'est peu. Il y a deux orientations possibles, et pas trois. L'une consiste à faire payer les dépenses de santé par les familles sur leur propre budget, l'autre consiste à sortir du mode de rémunération actuel de la médecine commerciale et d'aller vers une médecine budgétisée où les usagers ont vraiment une responsabilité, où se développent les actions de prévention. Il y a là deux orientations; il va falloir choisir.

■ Quelle place jouent les élections à la Sécurité sociale dans ce choix?

Ces élections sont une bonne chose; elles sont une rupture d'avec les ordonnances de 67 et peuvent permettre un débat national. Sera-t-il important ou non? On a fait perdre l'habitude aux usagers de mettre leur nez dans les affaires de la Sécurité sociale, hormis pour constater les chiffres catastrophiques. Il est sain que les cadres syndicaux, que les usagers puissent réfléchir aux questions de santé.

Pendant les pouvoirs des représentants des salariés élus aux Caisses sont limités : on pouvait espérer mieux. Les pouvoirs des Caisses sont limités eux aussi. Existe, néanmoins, un pouvoir important, celui de dénoncer la Convention. Nous avons eu, sur ce point, des garanties de la CGT et de la CFDT qui ont toujours protesté contre cette Convention ouvrant un secteur libéral extrêmement important — le deuxième secteur. Nous attendons une rupture de cette Convention 1980 — extrêmement mauvaise. Il y aura possibilité de mener des batailles politiques et de réflexion à partir des Caisses départementales, qui seront un outil, non pas peut-être pour régler les problèmes, mais au moins pour les poser. Cela est positif, avec beaucoup de restrictions tout de même.

(1) La « Convention », signée entre les Caisses de Sécurité sociale et les organisations professionnelles de médecins fixe les règles de fonctionnement et les tarifications médicales pour les médecins « conventionnés ».

Des lettres-clés correspondent aux « actes » fournis par médecins et spécialistes :

C : consultation; V : visite à domicile.

(2) CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

(3) K, lettre-clé pour les actes chirurgicaux (ex : K5 point de suture, K20 pose de stérilet, etc.); Z : actes radiologiques.



NI PERSHING

C'est dans trois mois, fin décembre, que doit commencer l'installation des Pershing II et des Cruise américains sur le sol européen, alors que persistent les menaces soviétiques de nouvelles implantations de SS20. Un nouveau pas risque ainsi d'être franchi dans une course aux armements qui ne fait qu'augmenter les dangers d'une troisième guerre mondiale, l'affaire du Boeing vient de le confirmer.

DÉSARMEMENT SIMULTANÉ ET CONTROLÉ DES DEUX SUPERPUISSANCES

L'ÉQUILIBRE : UNE LOGIQUE DANGEREUSE

Les négociations de Genève, USA-URSS, sur les euromissiles viennent de reprendre. Andropov a proposé de détruire une partie des SS20 pour les ramener au même niveau que les forces nucléaires anglaise et française. Du côté américain, de nouvelles propositions sont en cours reposant aussi sur une recherche de l'«équilibre» des forces.

On peut discuter sans fin sur cette notion d'équilibre, armes nucléaires, stratégiques et tactiques, et conventionnelles, en Europe et dans le monde. Les comptabilités sont bien différentes selon les experts et leurs sources. Mais, plus grave, cette logique de l'équilibre est en fait le moteur de la course aux armements et sa justification : chacune des deux superpuissances, prétendant combler un déséquilibre dans un secteur ou une région, re-

cherche la suprématie. Les accords partiels (SALT) n'ont nullement ralenti la course aux armements, pas plus que l'aboutissement de la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, dont le document final, outre le rappel d'orientations générales qui restent le plus souvent lettre morte dans la pratique, se limite à convoquer de nouvelles conférences pour les prochaines années : sur le désarmement en janvier prochain, les droits de l'homme, la culture en 1985, les contacts humains en 1986...

L'essence des rapports entre les deux superpuissances étant la rivalité pour l'hégémonie mondiale, la logique de l'équilibre entre elles est non seulement inadéquate mais dangereuse.

SEMAINE DE L'O.N.U. POUR LE DÉSARMEMENT

Dès fin juin, le Mouvement de la Paix a proposé l'organisation de douze «chaînes de la paix» convergeant vers Genève fin octobre, en même temps que celles qui doivent avoir lieu dans les autres pays européens, et de grandes manifestations régionales à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bourges et Nancy le 22 octobre. Le Mouvement de la Paix s'est adressé à toutes les organisations pour qu'elles s'associent à ces initiatives.

A l'issue du rassemblement du Larzac, le CODENE et le PSU ont décidé une initiative nationale à Paris pour le 23 octobre : chaîne de l'ambassade des Etats-Unis à celle d'URSS, suivie d'un rassemblement. La CFDT a décidé de se joindre à cette initiative. Les mots d'ordre rejettent à la fois les Pershing II et les SS20 et insistent pour développer en France un mouvement indépendant des deux blocs.

L'existence de deux initiatives, à 24 heures d'intervalle, sur des mots d'ordre proches, n'est pas le meilleur moyen de développer en France un grand mouvement populaire. Le PCML poursuivra ses efforts pour qu'ait lieu, fin octobre, une seule initiative rassemblant dans la diversité toutes les composantes du mouvement populaire pour la paix. Si ces deux initiatives sont maintenues, le PCML participera à chacune d'elles.

USA ET URSS DOIVENT DÉSARMER LES PREMIERS

Il faut rompre avec cette logique de l'équilibre, pour, avec les peuples et pays du Tiers Monde, avec le Mouvement des non-alignés, avec les peuples des autres pays européens, dire avec force : il faut mettre un terme à la course aux armements, il faut désarmer. C'est aux deux superpuissances, USA et URSS, responsables de la course aux armements, de désarmer les premiers, simultanément, au grand jour,

sous contrôle international. Il faut donc retirer et détruire tous les SS20 et refuser tout déploiement des Pershing II et des Cruise. Il faut réduire parallèlement les armements, nucléaires comme conventionnels, de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Il faut retirer les bases et troupes des territoires étrangers jusqu'à la dissolution complète et simultanée des deux blocs militaires.

L'automne 83 est décisif pour la défense de la paix mondiale. Il est urgent que les peuples du monde entier fassent entendre plus fort leurs voix, leur détermination à défendre la paix, à imposer le désarmement.

RASSEMBLER DANS LA DIVERSITÉ

En France même, mettre en œuvre une telle pression populaire amplifiée nécessite de rassembler toutes les forces qui, aujourd'hui, aspirent à défendre la paix, par-delà et dans la diversité de leurs analyses et propositions : celles qui sont organisées dans et autour du Mouvement de la Paix, de l'Appel des 100, du CODENE et d'autres organisations de masse; celles des partis, syndicats et associations du mouvement ouvrier et populaire. Mais aussi celles qui ne sont pas encore organisées; et qui sont de plus en plus conscientes des menaces que fait peser l'accumulation continue des armements en Europe et dans le monde, en particulier celles de la jeunesse.

Pierre BAUBY



NI SS 20

Pershing et les Cruise et se mettent en situation, de ce fait, d'être incluses dans le potentiel de l'OTAN.

Si l'armement nucléaire anglais est à «double-clef» et peut, sous accord du gouvernement, servir dans les forces de

L'ARMEMENT NUCLEAIRE FRANÇAIS EST-IL NEGOCIABLE ?

Fin août, Andropov a déclaré que «si un accord mutuellement acceptable est conclu, y compris la renonciation par les Etats-Unis au déploiement en Europe de nouveaux missiles, l'Union soviétique, en réduisant ses missiles à portée moyenne, dans la partie européenne du pays, au niveau égal au nombre des missiles britanniques et français, détruira tous les missiles qui devront être réduits».

Cette proposition, formulée pour la première fois en janvier 1983, n'est pas nouvelle; elle contient la proposition de détruire une partie des SS20. On a bien envie de dire d'accord, allez-y, à la fois par lassitude du déplorable spectacle donné par les Etats-Unis et l'Union soviétique aux négociations de Genève, et parce qu'on ne veut plus de nouvelles armes sur le sol européen. Il ne res-

terait plus que cette solution : accepter des SS20 pour ne pas avoir de Pershing; et nous, Français et Anglais, accepter cette comptabilité, participer aux négociations! Cela semble de bon sens. Ce n'est pourtant pas si simple.

En effet, si Andropov reconnaît par sa proposition, et avant même l'installation des Pershing, qu'il y a trop de SS20, c'est pour rendre l'armement nucléaire français et anglais facteur principal de la balance des forces en Europe, et quasiment le responsable de l'insécurité européenne!

Cet argument peut apparaître ridicule; il est au contraire extrêmement habile, car, visant la France et la Grande-Bretagne, il détourne l'attention du mouvement pacifiste et de divers gouvernements européens de la nécessité

de faire pression sur les deux superpuissances pour les obliger à réduire leur arsenal.

POIDS ET ROLE DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE FRANÇAIS

En effet, que représente l'armement nucléaire français et anglais par rapport à ceux des supergrands?

Même si l'armement anglais et français atteint 1 000 têtes vers l'an 2000, l'URSS dispose et disposera d'un arsenal stratégique sans aucune comparaison.

L'Union soviétique estime que ce n'est pas un argument, que la Grande-Bretagne et la France font partie d'une Alliance tournée contre elle, qu'elles ont approuvé la décision d'installer les

	USA	URSS	Grande-Bretagne	France
Total vecteurs nucléaires	1 140	2 842	64	131
Total têtes nucléaires	12 000	9 000	120	200

l'OTAN, l'armement français est indépendant de l'OTAN et sous la seule responsabilité du président de la République française. Les forces françaises, ainsi que l'a précisé Claude Cheysson, «n'ont jamais eu pour objet de répondre aux forces à moyenne portée en

Europe, mais elles constituent, dans la stratégie du faible au fort, le moyen de dissuader tout adversaire d'utiliser l'ensemble de son arsenal, ou même de menacer d'y avoir recours. Face aux potentiels surabondants des supergrands, ces forces sont, on le sait, la ga-

rantie et la condition de l'indépendance de leurs détenteurs.»

Il ne peut donc y avoir égalité possible entre des arsenaux visant à perpétuer le partage du monde et les zones d'influence des USA et de l'URSS, et des forces nucléaires qui ont été constituées — pour la française et la chinoise — pour échapper à la menace et au chantage nucléaire des supergrands.

Exiger de la France qu'elle accepte de négocier son armement, même dans le but généreux de «faire un geste», revient donc à la replacer dans la mouvance et sous la tutelle de l'une ou de l'autre des superpuissances.

Estelle: DELMAS



POUR UN VRAI STATUT PAYSAN

Réunis à Millau, au pied du Larzac, les 13 et 14 septembre, les 400 délégués au II^e Congrès de la CNSTP* représentaient 70 départements, montrant ainsi l'implantation nationale de cette organisation.

La représentativité et la place de la CNSTP dans les divers organismes ont été, d'ailleurs, au centre de nombreuses interventions, tout comme les actions envisagées pour l'obtenir.

« Représentativité oui, mais non pour co-gérer! Représentativité pour s'informer, s'exprimer, poser ses revendications. » Ceci fut maintes fois affirmé.

LE BILAN GOUVERNEMENTAL

Bien que la CNSTP se situe clairement à gauche, cela ne l'empêche pas, en l'absence de Michel Rocard pourtant invité, de tirer un bilan sans complaisance de la politique agricole du gouvernement : des acquis positifs certes (droit syndical, information...), mais aucun changement fondamental.

Le gouvernement sera donc jugé non sur ses discours mais sur ses actes (exemple, le futur projet de loi sur le foncier...).

LA QUESTION DU TIERS MONDE

Elle a été présente tout au long du Congrès, la domination des pays du Nord dénoncée... et Bernard Lambert a clairement affirmé la volonté de

créer en face de la FIPA (Fédération internationale des producteurs agricoles), une Internationale des paysans. La présence de délégations étrangères (sud-américaine, italienne, autrichienne, grecque) au Congrès constituait un pas dans ce sens.

LE STATUT PAYSAN

Partant de la réalité des paysans d'aujourd'hui, réalité reconnue par le président de la Caisse nationale du Crédit agricole lors d'une émission télévisée où il déclarait : « Dans l'état actuel des choses, il faut être fils unique de paysans riches pour devenir agriculteur », la CNSTP a élaboré un projet de statut paysan en cinq grands axes :

- la possibilité de devenir paysan sans être obligé de capitaliser (acheter terrains, machines...);
- la séparation juridique de la famille et de l'exploitation;
- l'égalité des droits, obligations et responsabilités des travailleurs (non-salariés) de l'exploitation (notamment pour que cessent les discriminations à l'égard des femmes);
- garanties de revenu et partage des risques avec l'environnement économique de l'exploitation;
- accès sur un pied d'égalité avec les autres catégories de travailleurs à tous les droits sociaux.

Quand on sait que pour produire 100,00 francs, il fallait investir 32,00 francs en 1960, mais qu'en 1980, il fallait en investir 54,00, on voit la nécessité d'un statut pour permettre l'installation de jeunes sans les obliger à

acquérir le foncier, donc à s'endetter, donc à être dépendant du Crédit agricole qui les poussera à voir plus grand, à produire plus et donc à réduire leurs propres besoins et aspirations.

Un statut est nécessaire pour les paysans qui en ont assez de faire en moyenne deux fois plus d'heures que l'horaire légal de travail et ce sans garantie de revenu.

Un statut est nécessaire pour enrayer la disparition des paysans, pour leur assurer une meilleure couverture sociale, et des droits syndicaux comme aux autres travailleurs. Mais ce statut ne viendra pas seul, il doit être gagné par des actions que la CNSTP envisage de mener, éventuellement, en commun avec d'autres organisations. Cinq axes prioritaires de lutte ont été choisis :

- l'installation;
- le foncier;
- l'intégration;
- les prix différenciés en montagne et en zones difficiles;
- l'actualité, avec sur le devant de la scène, la réforme de la PAC (Politique agricole commune), réforme rendue indispensable par la faillite du budget communautaire.

La CNSTP veut se servir de cet instant privilégié en proposant un contre-projet de réforme pour une autre répartition des aides et garanties car aujourd'hui ce sont les riches qui en profitent.

La question de l'élargissement de la CEE n'a pas été tranchée au Congrès, mais il a été souligné que, d'une part, l'important était la garantie du revenu pour les paysans et que, d'autre part, dans l'état actuel de la PAC, l'élargissement entraînerait ou accélérerait la ruine de milliers de paysans.

UNE ALTERNATIVE SYNDICALE POUR LES PAYSANS

Le statut paysan vient s'ajouter aux réflexions et propositions de la CNSTP sur le foncier, les prix différenciés, les droits syndicaux, la remise en cause du productivisme et du pillage du Tiers Monde. La CNSTP considère avoir ainsi un projet global sur l'agriculture, ouvrant ainsi une alternative syndicale pour les paysans.

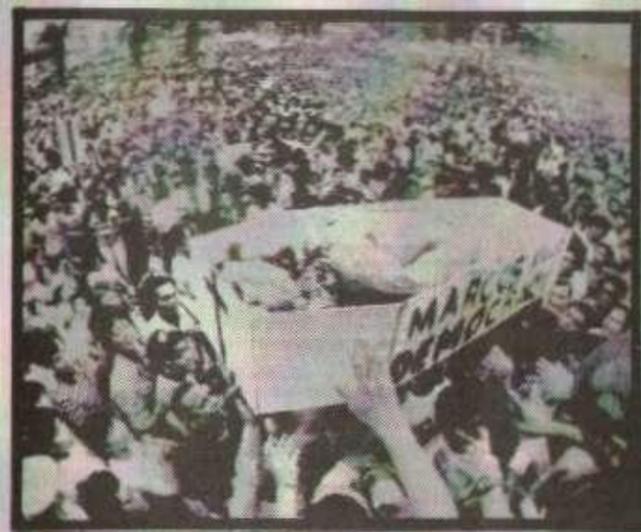
Daniel PIOCH

* Confédération nationale des Syndicats de travailleurs paysans.



● PHILIPPINES : APRES LE MEURTRE D'AQUINO

Comme toute dictature sur le qui-vive, le régime fasciste de Marcos ne recule devant aucun acte, aussi odieux soit-il. Une nouvelle preuve en a été faite avec l'assassinat de Benigno Aquino lors de son retour à Manille après plusieurs années d'exil. Ce crime venant après une nouvelle vague de répression et l'emprisonnement de personnalités civiles et religieuses libérales et démocratiques, a été condamné par la quasi-totalité de la communauté internationale.



Le peuple philippin a manifesté sa colère en assistant par centaines de milliers aux obsèques de Benigno Aquino. Depuis des grèves ont éclaté et les manifestations d'étudiants se sont succédées. Le 21 septembre, 11 ans jour pour jour après l'instauration de la loi martiale, c'est 300 000 personnes qui se sont levées, place Bonifacio à Manille. La répression terrible - 7 morts - souligne qu'aujourd'hui est à l'ordre du jour la chute de Marcos.

● 35^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Il y a 35 ans, le peuple coréen se libérait de l'impérialisme japonais et acquérait sa souveraineté et son indépendance nationale. Bientôt, il eut à faire face à l'agression de l'impérialisme américain, qu'il parvint à repousser, sans parvenir cependant à

empêcher la partition de son pays.

Aujourd'hui, l'impérialisme US, qui continue à occuper la Corée du Sud, multiplie ses manœuvres militaires et ses menaces, alors que la République populaire démocratique de Corée propose la réunification du pays par la voie pacifique et selon le principe de l'union nationale en créant une République confédérale démocratique du Koryo, réellement indépendante.

● NORD-SUD : UN ÉCHANGE PLUS INÉGAL

La Banque mondiale vient de publier son rapport annuel. Elle souligne que la persistance de la récession dans les pays impérialistes a fortement limité la croissance des pays du Tiers Monde. En particulier, les prix en dollars des produits de base qu'ils ont exportés a baissé de 13,2% en

1982, de 25% pour l'ensemble de la période 80-82, alors que les prix des produits de base exportés par les pays du Nord n'ont baissé que de moitié environ. Aussi le pourcentage des recettes d'exportation que l'ensemble des pays en développement a dû consacrer au seul service de la dette (dont 70% est libellé en dollars) est passé de 13,6% en 1980 à 20,7% en 1982.

LE MONDE EN BREF



Nous nous souviendrons toujours de Sabra et Chatila

La commémoration du massacre de Sabra et de Chatila intervient alors que le Proche-Orient est plus déchiré et plus mutilé que jamais et que la logique d'extermination du peuple palestinien, conçue depuis tant d'années par les dirigeants sionistes, continue sa mise en œuvre tragique. Il est vrai, certaines responsabilités d'un Sharon et d'un Begin ont été reconnues sous la pression conjuguée de la

réprobation des peuples et d'un éveil de conscience en Israël même. Mais chaque jour continuent, sous l'effet de la politique sioniste, la situation d'expulsion de millions d'hommes de leur patrie, la mutilation de leur liberté et de leur culture. Un Sabra et Chatila souterrain et pernicieux qu'il convient de dénoncer et qu'il nous faut contribuer à combattre par une solidarité renforcée au peuple palestinien.

● BELGIQUE : RIPOSTE MASSIVE A L'AUSTÉRITÉ

Depuis le 15 septembre, 900 000 travailleurs des services publics sont en grève à l'appel de toutes les organisations syndicales pour combattre les nouvelles mesures d'austérité arrêtées par le gouvernement belge pour son budget 84. Dans le but de réduire le déficit, le gouvernement prévoit de baisser de 10% les salaires des fonction-



naires, de répartir leur versement du début à la fin du mois, ce qui revient à supprimer un mois de salaire l'an prochain, de ne payer les nouveaux embauchés qu'à 80% des rémunérations actuelles.

Depuis deux ans, la politique reaganienne du gouvernement belge a entraîné une baisse de 5% du pouvoir d'achat des travailleurs et une forte augmentation du chômage qui atteint aujourd'hui 12% de la population active.



TCHAD

UNE INTERVENTION INJUSTIFIEE

Après les bruits et les clameurs du débarquement des *Jaguars*, des *AMX10* et des paras français, le silence des médias est presque tombé sur le Tchad. Le président de la République s'est expliqué; la droite a manifesté sa satisfaction sans ambages; hors des états-majors des grands partis, bien des hommes et femmes de gauche ont souvent dit tout bas, et parfois tout haut, leur inquiétude ou leur colère face à l'entreprise. L'heure serait aux discussions des ambassades, dit-on.

Et le Tchad, dans tout cela? Une partition de fait est-elle en train de s'ancrer là-bas? Les frontières tracées par le colonialisme seront-elles durablement remises en cause, précédant refusé par l'OUA? S'agit-il d'une intervention française de plus, qui, une fois encore, va compliquer la situation tchadienne et laisser le pays encore plus pantelant? Il y a fort à craindre que l'issue d'une opération, qui échappe totalement à la grande majorité des hommes et femmes de ce pays, leur soit néfaste et douloureuse. Deux «bonnes» raisons ont pourtant justifié l'intervention militaire française : assurer la possibilité de négociations entre les deux parties tchadiennes, protéger le Tchad et l'Afrique des manœuvres de déstabilisation des deux super-puissances.

DES DANGERS BIEN REELS

Les dangers de déstabilisation sont bien réels. L'intervention libyenne dans les affaires tchadiennes, certes pas nouvelle, constitue un vecteur de la pénétration soviétique; au début de la «crise», le colonel Kadhafi, en voyage à Moscou, s'est vu proposer par Andropov un accord de coopération militaire, style accord soviéto-vietnamien. L'URSS est à l'affût au nord d'un continent où elle a marqué des points substantiels ces dernières années. Les Etats-Unis, quant à eux, ne cachent pas leur volonté de «contenir» la Libye

et d'assurer la stabilité des intérêts de leurs compagnies minières et pétrolières dans la région.

Là comme ailleurs, il n'est qu'un seul rempart aux ingérences et aux pressions, celui des peuples et pays concernés eux-mêmes, par la consolidation de leur indépendance politique et le développement d'une économie indépendante. De nombreux peuples et pays, y compris en Afrique, en donnent la preuve quotidiennement. Seuls résistent durablement à la subordination ceux qui maintiennent le cap anti-impérialiste et s'engagent sur une voie d'indépendance, même s'ils usent parfois, et parfois tour à tour, de l'«aide» intéressée de l'une ou l'autre superpuissance ou de puissances impérialistes européennes. Personne, aucun pays ne saurait se substituer à leurs propres efforts d'indépendance.

Jamais le gouvernement français n'a d'ailleurs envisagé de s'opposer à la mainmise soviétique sur l'Afghanistan ou sur le Cambodge — par Vietnam interposé — au moyen d'une quelconque opération *Manta*. Pas plus qu'il n'a projeté de faire débarquer ses paras au Nicaragua dont l'intégrité est menacée par les Etats-Unis. Ce sont là pourtant des manœuvres de déstabilisation et des atteintes aux libertés des peuples et pays, autrement plus effectives et menaçantes. Alors? N'y a-t-il pas autre chose qui conduit périodiquement les paras français au Tchad?

PRÉSERVER LE RÔLE DE LA FRANCE EN AFRIQUE

François Mitterrand a d'ailleurs été clair dans son interview au *Monde* : sa politique africaine «consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France (...) sans oublier l'effort économique considérable que nous assumons en Afrique». Quand il parle des «intérêts de la France», il ne s'agit nullement de la préservation de son intégrité territo-

riale et de sa souveraineté, nullement menacées au Tchad. Il s'agit d'intérêts politiques et économiques bien concrets, les mêmes d'ailleurs qui ont présidé à la politique africaine des gouvernements précédents.

Sait-on ici que l'Afrique est la principale source d'approvisionnement de notre pays en matières premières (phosphates, cobalt, manganèse, cuivre, etc.). Sans parler de l'uranium que Niger, Gabon et Namibie exportent en grande quantité pour l'industrie nucléaire française. Sait-on ici que la part des intérêts français dans les industries de transformation de pays africains comme le Sénégal, le Gabon, le Centrafrique, le Congo est considérable? Sait-on que l'Afrique dispose d'un potentiel gigantesque de richesses humaines et de ressources agricoles, minérales et énergétiques? Ces intérêts concrets et potentiels prospèrent à l'abri d'un réseau d'accords politiques et militaires conclus avec plusieurs dizaines de pays. Et le fameux «effort économique» de la France rapporte gros aux capitaux privés, F. Mitterrand le disait avant mai 81.

Or, rien n'a été touché à ce dispositif, et après quelques velléités de changement, on a maintenu le dispositif néo-colonial en l'état : aucun accord économique et militaire n'a été renégocié sur la base de Cancun; on se réfère à de tels accords — ceux de 76 avec le Tchad — pour faire débarquer les paras. Une telle politique entrave, même interdite la consolidation politique et économique de l'indépendance des pays africains. Vingt années d'histoire récente au Tchad montrent assez en quoi les ingérences politico-militaires françaises, sur fond de subordination économique maintenue, n'ont fait qu'empêcher les choses. On voit mal comment l'intervention française de 1983, en dépit de ses bonnes intentions proclamées, pourrait échapper à cette logique.

Camille GRANOT

Un pays déchiré parmi les plus pauvres

«*Imbroglia tchadien*» dit-on souvent complaisamment ici, en France. Sans doute pense-t-on avoir justifié suffisamment ainsi l'intervention destinée à permettre la paix et la «réconciliation nationale»! C'est vite oublier que la France coloniale et impérialiste porte depuis un siècle une énorme part de responsabilité dans ce nœud de contradictions que vivent 4 millions de Tchadiens sur cette terre africaine plus de deux fois grande que notre pays.

UNE CRÉATION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS...

Car c'est le colonialisme français qui a délimité les frontières du pays, l'a occupé et a figé son développement, dans le cadre de sa rivalité avec l'Angleterre et l'Allemagne pour dépecer l'Afrique à la fin du siècle dernier. Trois «missions» françaises — du Sahara, de l'Afrique centrale et du Congo — font jonction... et la cuvette tchadienne est accordée à la France. Les frontières se modifient au gré des marchandages inter-européens et englobent un vaste territoire qui va du désert de sable ou de pierre au Nord à la forêt sèche tropicale au Sud.

«Pacification» — déjà, car les résistances ne cessent pas vraiment —, administration calquée sur le modèle français, consigné dans le fameux «code de l'indigénat», c'est le triste lot de tous les pays africains colonisés par la France. Pour le Tchad, c'est pis encore; il n'y a que «des épines pour des cure-dents» dit-on à Paris... et le Tchad reste presque à l'écart de toute mise en valeur coloniale : quasi pas de voies de communications, pratiquement pas d'effort scolaire, peu d'efforts sanitaires. Lors de l'indépendance, une seule route, celle qui permet d'évacuer le coton — implanté sur 230 000 ha. — vers le Cameroun!

...QUI A MULTIPLIÉ ET ENVENIMÉ LES CONTRADICTIONS

La colonisation prend pied dans un monde rural éclaté en de nombreux groupes ethniques, de langues diverses (140 groupes linguistiques environ) et d'économies extrêmement variées. Do-

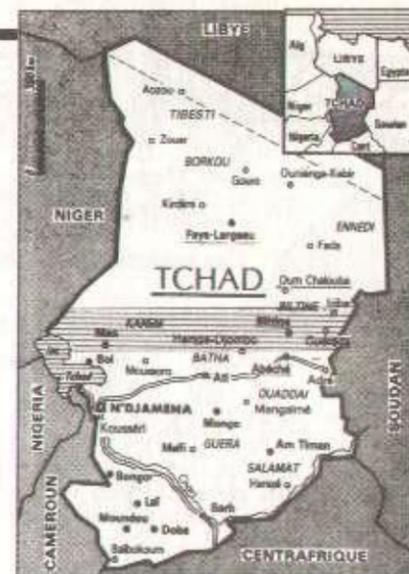
mine la rivalité entre le Nord, d'éleveurs nomades et de cultivateurs musulmans, descendants des empires sahéliens, et le Sud, formé de cultivateurs, éleveurs, pêcheurs, sédentaires, de religions animistes, organisés dans de petites unités politiques.

Dans le passé précolonial, le Nord a souvent dominé le Sud. Le colonialisme français, à l'inverse, construit le Tchad dit «utile» au Sud cotonnier, pour les intérêts bien compris de la *Cotonfran*; le Nord est laissé pour compte de l'occupation coloniale. Bien des contradictions actuelles prennent leur source dans cette histoire précoloniale et coloniale.

...ET A MAINTENU SON EMPRISE JUSQU'A AUJOURD'HUI

1960 : c'est la date de l'indépendance du Tchad, contemporaine des autres indépendances africaines. Pour autant, l'empire français continue, sur le mode «néo-colonial»; le jeune Etat tchadien dépend quasi entièrement de l'Europe. Ses importations : produits énergétiques (25%), biens de consommation, la France est le premier fournisseur (33%). Ses exportations : le coton (65%). Ajouter à cette structure inégale, de type néo-colonial, la crise économique mondiale, le haut niveau des dépenses militaires dans un pays déchiré par des affrontements internes... Le pays est exsangue. Mais à qui la faute?

François Tombalbaye est le premier dirigeant tchadien d'après l'indépendance; avec lui commence l'élimination des hommes et des intérêts du Nord du pays. Et dès 1964, éclatent plusieurs révoltes paysannes contre le pouvoir central. En 1966 est créé le FROLINAT qui a pour but de «renverser le régime néo-colonialiste et



dictatorial» imposé par la France et qui multiplie les actions armées contre Tombalbaye. Le FROLINAT, né dans le Centre-Est, fait jonction avec les Toubous musulmans du Tibesti, au Nord. Sont dès lors quasi en place les acteurs de l'affrontement actuel au Tchad : Hissène Habré, président des Forces armées du Nord en 1972 et Goukouni Oueddei, vice-président, celui-ci étant aussi le fils du Dardé, chef religieux musulman des Toubous.

Sans oublier la France, qui déjà intervenue militairement en 1968... ne cesse de s'ingérer dans les affaires tchadiennes, ni la Lybie à laquelle Tombalbaye cède (ou vend) 100 000 km² du territoire tchadien, la bande d'Aozou, dès la fin 1972. Dès 1975, la France se veut maîtresse du jeu et intervient à qui mieux mieux, forte de ses moyens de pression économiques et militaires. Dans toutes contradictions entre forces politiques et armées, dans tous les affrontements armés entre Malloum (successeur de Tombalbaye) et H. Habré, entre H. Habré et Goukouni Oueddei, elle met son nez, soutient l'un puis l'autre, envoie ses troupes... jusqu'en 83 y compris. Ballet incompréhensible, si l'on n'en connaissait l'enjeu : le maintien de l'impérialisme français sur sa chasse gardée africaine.

C.G.

DES CHIFFRES QUI ACCUSENT LA FRANCE IMPÉRIALISTE

	Tchad	France
— espérance de vie	41 ans	74 ans
— taux d'alphabétisation des adultes	15%	99%
— consommation énergétique an/hab (équiv. char.)	22 kg	4 800 kg
— calories/ jour et / habitant	1 762	3 434
— PNB/ habitant en dollars	120	11 360



UNE BOMBE A RETARDEMENT BRITANNIQUE

Des affrontements sanglants entre Cinghalais, majoritaires (70% de la population), et Tamouls, minoritaires (20%), ont fait, du 24 au 29 juillet dernier, plusieurs centaines — voire plusieurs milliers — de morts, des dizaines de milliers de sans-abri, de personnes déplacées, une catastrophe économique, politique et humaine pour le Sri-Lanka. Une catastrophe qui compromet les efforts de développement et la stabilité de ce pays du Tiers Monde, et de l'océan Indien. Faut-il céder à la tentation facile de dénoncer la communauté la plus importante (donc dominatrice), ou essayer de comprendre comment s'est formé un tel fossé de haine?

2500 ANS D'HISTOIRE

Le « Sri-Lanka » (Ile resplendissante) s'est constitué en tant que nation il y a 2500 ans, lorsqu'un groupe d'Aryens venus du nord de l'Inde, les Cinghalais, établit sa suprématie sur l'Ile en supplantant les Veddahs, habitants primitifs. Au III^e siècle avant Jésus-Christ, les Cinghalais se convertissent au bouddhisme, religion à laquelle ils sont restés fidèles, et qui a cimenté leur unité en tant que nation. A partir de cette époque, s'installe une civilisation florissante. Mais, par ses richesses et sa position stratégique dans l'océan Indien, entre la mer d'Oman et le golfe du Bengale, Sri-Lanka n'a cessé, pendant des siècles, d'éveiller des convoitises. Ce sont d'abord les voisins du sud de l'Inde, les

Tamouls, à partir du II^e siècle, qui s'installent peu à peu dans le nord de l'Ile, et finissent par s'intégrer. Puis viennent les occupants européens, Portugais d'abord, puis Hollandais, qui se heurtent à une forte résistance et ne parviennent pas à s'emparer de l'intérieur de l'Ile et particulièrement de Kandy, capitale et principale ville religieuse du pays, au milieu des montagnes.

Seuls les Anglais, après 13 ans de durs combats contre les Cinghalais, parviennent à dominer la totalité du pays, après avoir évincé les Hollandais.

QUAND LES ANGLAIS SEMENT LA DISCORDE...

Malgré les différences de langue et de religion, les Tamouls (hindouistes) et Cinghalais vivent en bonne intelligence; de nombreux Tamouls s'installent dans le sud du pays; de nombreux mariages inter-ethniques ont lieu... jusque dans les sphères dirigeantes, les princes de Kandy épousant parfois des princesses tamoules de Madras (au sud de l'Inde).

Mais les choses changent lorsque les Anglais décident de développer, pour leur profit, les cultures du théier et de l'hévéa, en transplantant au centre du Sri-Lanka des dizaines de milliers de Tamouls indiens, sous-payés et surexploités.

Dans le même temps, ils pratiquent une méthode colonialiste éprouvée en confiant les charges administratives locales aux seuls Tamouls : diviser pour régner!

L'indépendance du pays en 1948, voit se manifester la rancœur de la majorité cinghalaise contre la minorité tamoule, parmi laquelle un certain nombre de privilégiés détiennent commerces, industries, et places dans l'administration.

Cette rancœur est d'autant plus vive que les nationalistes cinghalais redoutent le poids démographique et politique que représentent les 45 millions de Tamouls de l'Etat indien tout proche du Tamil Nadu : trois fois plus nombreux que les habitants du Sri-Lanka et connaissant une situation économique bien moins favorable.

L'ACCROISSEMENT DES TENSIONS

Les premières tensions après la libération, viennent d'une part avec la déchéance des droits civiques de 500 000 Tamouls « indiens » en 1949, et d'autre part avec l'adoption de la seule langue cinghalaise comme langue officielle pour remplacer l'anglais en 1956. Le mouvement autonomiste tamoul se développe alors autour du mot d'ordre d'*Eelam* (c'est-à-dire la constitution d'un Etat tamoul indépendant, au nord et à l'est de l'île). Ce mouvement s'est renforcé face à la volonté des Cinghalais de reprendre une partie des secteurs économiques contrôlés par les Tamouls.

Cependant, une minorité seulement des Tamouls prône la lutte armée, regroupée sous le nom de « *Tigers* », mais suffisamment décidée pour créer l'insécurité pour les Cinghalais du nord.

Du côté cinghalais, notamment dans l'armée, certains ultra-nationalistes rêvent d'en finir avec la présence des Tamouls. De plus, s'il est difficile faute d'informations fiables de croire à la thèse du « complot » de l'étranger, thèse défendue par le président Jayewardene, et qui lui a permis de justifier l'interdiction de plusieurs partis de gauche, l'histoire du Sri-Lanka prouve que sa position stratégique a intéressé et intéresse les grandes puissances du moment. La déstabilisation du pays peut servir des factieux, comme des puissances étrangères. Il reste que ni les troubles, ni la sécession ne sont bénéfiques aux populations tamoules et cinghalaises, tant aux points de vue économique que politique. Une solution équitable pour tous doit être trouvée au sein d'un Sri-Lanka multinational. C'est ce que l'Inde a admis avec sagesse, refusant de se laisser entraîner dans l'intervention.

Philippe RIJSEL

CHILI

LE PEUPLE VEUT D'ABORD LA DEMOCRATIE

Un membre de la CUT* France, représentant la tendance socialiste fait le point de la situation

■ Quelles sont les différentes couches du peuple qui participent au mouvement contre le régime et par qui sont-elles organisées politiquement et syndicalement?

Toutes les protestations, toutes les manifestations sont très, très spontanées. Aucun parti, aucune organisation ne peut s'attribuer à lui seul le succès de ces manifestations dans un but partisan.

C'est l'opposition en général qui organise les protestations. Elles regroupent, plus ou moins organisées, toutes les forces qui sont contre Pinochet : les classes moyennes, les secteurs de la droite républicaine qui, aujourd'hui, n'est plus d'accord avec le modèle économique de Pinochet, et la gauche socialiste (comprenant toutes les tendances du Parti socialiste) ainsi que la Démocratie chrétienne.

Toutes ces organisations politiques se sont rassemblées autour de l'*Alliance démocratique* qui a proposé un programme très clair : démission de Pinochet, appel à un gouvernement provisoire et à une assemblée constituante.

Mais, il faut noter que le Parti communiste chilien n'est pas membre de cette Alliance, tout en participant bien sûr au mouvement.

Rappelons aussi que la première journée de protestation du mois de mai a été appelée par les organisations syndicales seulement, dont la Coordination nationale syndicale (CNS) qui regroupe toutes les tendances politiques de la gauche, socialistes, communistes, chrétiens, et la Démocratie chrétienne. Il y avait aussi d'autres organisations syndicales comme l'Union démocratique des travailleurs. Tout cela regroupé autour du Commandement national des travailleurs, présidé par le dirigeant de la Confédération des travailleurs du cuivre, un démocrate-chrétien. Le Syndicat des camionneurs a appelé à la première manifestation, mais il n'est pas membre du Commandement national. Précisons que les syndicats au Chili fonctionnent à travers les partis politiques. Donc, chaque parti a ses représentants à la Commission exécutive de la CNS, par exemple. Parmi les forces organisées, il y a aussi les étudiants et les habitants des *poblaciones* dont les organisations sont très, très importantes.

C'est un fait nouveau que toutes les manifestations soient si importantes aujourd'hui. Mais il ne faut pas oublier que, pendant 10 ans, il y a eu une couche, celle des travailleurs, qui a toujours été frappée par la misère. Ce sont eux qui ont toujours manifesté leur mécontentement vis-à-vis de la dictature. Mais après l'échec économique du modèle imposé par Pinochet en 1979, après les déceptions de la classe moyenne quant à ses espoirs de s'enrichir grâce à ce modèle, on assiste aujourd'hui aux protestations croissantes de la classe moyenne et d'une partie de la bourgeoisie.

■ Quel était le modèle économique du régime?

Le modèle économique de Pinochet consistait en gros à vendre le pays aux multinationales. C'est fondamentalement une économie de marché. Il faut dire que ça a bien tourné pendant deux ans : ça a permis de faire rêver les travailleurs, de donner des illusions aux couches moyennes avec un développement du crédit (pour acheter des voitures, des télévisions-couleurs, des voyages en Europe...).

Mais ce modèle emprunté aux USA (les « *chicago-boys* ») a finalement échoué. Car il n'y a plus d'investissements étrangers au Chili : le régime n'inspire pas confiance.

Dans ces conditions, les classes moyennes se sont retrouvées sans rien, aussi démunies que la classe travailleuse qui a toujours enduré la misère, la faim, le chômage. Et aujourd'hui, trop c'est trop : par exemple, le chômage touche 35% de la population active dans la capitale, et dans l'ensemble du pays 18% selon les chiffres officiels.

Enfin, même une partie de la bourgeoisie est aujourd'hui contre Pinochet. C'est le cas du président du CNPF chilien, Orlando Saenz, qui a fait des déclarations étonnantes contre le régime. Il n'y a pas que lui, c'est le cas aussi du président des camionneurs qui, à l'époque, avait soutenu fermement le coup d'Etat et qui aujourd'hui « reconnaît ses erreurs ».

Car le régime de Pinochet n'est pas principalement au service de ces gens-là. D'abord, c'est un régime très corrompu, qui fonctionne avec l'appui des forces armées bien sûr, et d'une partie de la grande bourgeoisie. Ce qui n'a pas permis à d'autres couches de la bourgeoisie de développer leurs propres plans économiques. Aujourd'hui, le pays se retrouve sans industrie, vendu aux multinationales américaines et japonaises.

■ Quel est l'objectif premier du peuple chilien?

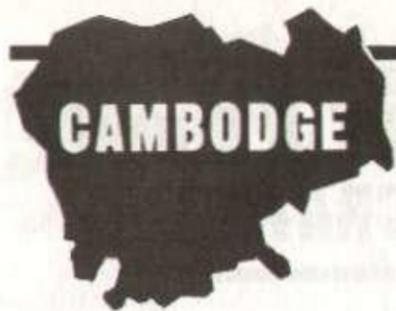
Aujourd'hui, on ne peut parler que de retour à la démocratie. La plupart du peuple chilien, toute la gauche, la Démocratie chrétienne, une partie de la droite, ne réclament que la démocratie.

Après un gouvernement transitoire, la gauche pourra faire d'autres propositions dans le cadre de ses principes socialistes. Mais aujourd'hui, cette question du socialisme n'est pas fondamentale.

Propos recueillis par Claude LIRIA

CUT : organisation syndicale née en 1953 au Chili, regroupant toutes les tendances politiques, interdite en 73. A continué sa tâche de solidarité en exil, avec des commissions dans chaque pays. Les orientations de la CUT ont été reprises par la CNS, créée en 75 au Chili.





Rencontre avec l'ambassadeur

Pich KEANG

Le lundi 22 août, la délégation du PCML séjournant en Chine, a rencontré l'ambassadeur du Kampuchea à Pékin, M. Pich Keang. Le dialogue s'est établi aisément, tant les liens entre la France et le Kampuchea sont forts. Comme de nombreux dirigeants khmers, l'ambassadeur a fait ses études en France. Voilà, en substance, son analyse de la situation dans son pays.

LA SITUATION MILITAIRE EST BONNE

La presse occidentale présente souvent les forces patriotiques comme des « bandes de Khmers rouges » accrochées à la frontière thaïlandaise et ne faisant que de brèves incursions au Kampuchea. En réalité, l'armée patriotique est bien structurée; des conférences rassemblant les cadres militaires venus de tout le pays se tiennent régulièrement. Les unités, dont certaines opèrent même le long de la frontière vietnamienne — sont en contact radio avec le commandement général. La tentative vietnamienne de mettre en place un vaste « cordon sanitaire » qui écraserait les combattants khmers contre la frontière thaïlandaise, a échoué : ce cordon est percé en plusieurs endroits.

L'ambassadeur Pich Keang nous a remis le compte-rendu du voyage du journaliste japonais Naoki Mabuchi qui a parcouru 1 000 km dans les « zones libérées » durant deux mois et demi.

A PROPOS DES DIFFÉRENTS ARGUMENTS VIETNAMIENS

Les dirigeants vietnamiens présentent la situation comme « irréversible ». En 1978-79, il y a pu avoir un flottement; il a fallu se réorganiser face à une puissance militaire considérable. Aujourd'hui, la volonté du peuple khmer de retrouver sa dignité et son indépendance nationale est manifeste. La formation du gouvernement de coalition est l'expression de cette volonté d'unité nationale pour mettre fin à l'occupation.

Un des arguments vietnamiens est d'avoir « voulu libérer le Kampuchea

de Pol Pot ». Mais il n'y avait pas de « Pol Pot » au Laos et les dirigeants vietnamiens cherchent pourtant à annexer le Laos! Il n'y avait pas de « Pol Pot » en Afghanistan et les Soviétiques l'ont agressé! Un tel argument ne peut masquer la volonté vietnamienne de colonisation. L'installation de centaines de milliers de colons vietnamiens armés, la mainmise sur le « poisson et le riz » sont manifestes. La nation khmère est en danger de disparition.

Les dirigeants vietnamiens invoquent continuellement « la menace chinoise ». A ce propos, la position des patriotes khmers est claire. Ils font des efforts considérables pour recouvrer leur indépendance nationale et ne permettront pas l'installation de bases militaires étrangères sur leur sol enfin libéré. Ils réclament une Conférence internationale pour garantir leur neutralité. Ils se sont prononcés pour — une fois l'invasisseur vietnamien parti — un régime démocratique de type parlementaire, seul capable de maintenir l'unité nationale et le soutien de tous les pays de la région.

A PROPOS DU GOUVERNEMENT DE COALITION

L'ambassadeur Pich Keang s'est montré confiant quant à la solidité de l'alliance entre les trois composantes — partisans de Norodom Sihanouk, partisans de Son Sann et forces du Kampuchea démocratique. Des divergences réelles existent mais la volonté de s'unir face à l'agresseur est plus forte.

L'ambassadeur a critiqué certaines forces et pays étrangers qui ne veulent soutenir les forces sihanoukistes et de Son Sann que pour les détacher des forces du Kampuchea démocratique. Ces « amis » de Norodom Sihanouk et de Son Sann ne font que leur nuire, car affaiblir une composante c'est affaiblir les deux autres, c'est affaiblir la lutte pour la survie du peuple khmer.

« Nous ne voulons pas une guerre prolongée » a indiqué l'ambassadeur, qui a exprimé sa confiance sur le plan militaire. La situation évolue lentement mais tôt ou tard un saut qualita-



tif se produira, permettant de porter la lutte armée à un stade supérieur. Sans l'appui de l'URSS — dit-il — le Vietnam ne pourrait pas maintenir son occupation militaire. L'isolement politique et diplomatique du Vietnam et de l'URSS est décisif pour contraindre le Vietnam à une attitude plus raisonnable.

Certains pays et certaines forces dans le monde doivent clarifier leurs positions : ils se déclarent contre le fait accompli de l'occupation vietnamienne mais ils passent plus de temps à critiquer le Kampuchea démocratique que les dirigeants vietnamiens. Il ne faut pas confondre agresseur et agressé. Si les forces du Kampuchea démocratique représentent la principale force militaire de la Résistance, c'est que la ligne politique suivie a permis d'entraîner de nombreux patriotes. On ne forme pas une armée en fournissant simplement des armes à des hommes : ils pourraient les retourner contre nous ou devenir des contrebandiers!

L'ambassadeur nous a quittés en réaffirmant l'importance du soutien politique et diplomatique. Plus tôt la guerre s'arrêtera, moins grandes seront les souffrances du peuple. ■



PRIORITE AU BIEN-ETRE

Une délégation de notre parti a effectué un séjour en République populaire de Chine du 4 au 23 août, à l'invitation du Parti communiste chinois. Elle s'est rendue, successivement, à Pékin, puis Tainan (Shanxi), Sian (Shaansi), Shenyang et Dalian (Liaoning). L'essentiel des visites que nous avons effectuées a été pour des unités de production : trois à la campagne et une quinzaine d'entreprises de taille et de production diverses, depuis la fabrique de tableaux en coquillages employant 500 personnes, jusqu'au complexe sidérurgique de Pékin où sont employés plusieurs dizaines de milliers de travailleurs.

DANS LES CAMPAGNES

Dans les trois unités de production (deux brigades, une commune) que nous avons visitées, le revenu annuel des paysans était d'environ 700 yuans (moyenne nationale : 259 yuans). De ces visites, retenons trois choses :

Nous avons vu des campagnes riantes. Partout où nous sommes passés, les responsables ont souligné le développement récent du niveau de vie. Témoignage de ce développement, les maisons récemment construites, la mise en place récente d'équipements sociaux; par exemple une maison de retraite toute neuve dans la commune des « Quatre saisons vertes » près de Pékin. D'après les responsables qui nous ont reçus, cette bonne situation est due à la réforme en cours qui s'appuie sur :

— la suppression des communes comme unités de production. Jugées de taille trop importante, les communes populaires sont en voie de disparition, elles sont remplacées par les brigades (qui correspondent à des villages) beaucoup plus adaptées à la situation actuelle;

— le système de responsabilité dans la production. Les brigades, qui sont propriétaires de la terre et des principaux moyens de production, passent des contrats avec les familles de paysans. En gros, le système de ces contrats consiste à confier un lopin de terre à une famille en lui demandant d'assurer à la brigade

un revenu annuel; si la famille dégage de l'exploitation du lopin un revenu supérieur, la différence lui revient entièrement. Ce système a l'avantage de libérer l'initiative individuelle des paysans et est pour beaucoup dans l'excellente situation de l'agriculture.

A signaler que des discussions sont engagées sur « les familles 10 000 yuans », c'est-à-dire les familles qui arrivent à dégager — pour elles — ce revenu de l'exploitation des lopins qui leur sont confiés.



DANS L'INDUSTRIE

Il est beaucoup plus difficile de dégager en quelques lignes des points communs à ce que nous avons vu. Il y a beaucoup de différences entre le complexe sidérurgique de Tainan et celui de Pékin qui est actuellement très cité dans la presse chinoise, beaucoup de différences aussi entre une usine de broderie à Dalian et le complexe de production de tubes TV-couleur installé près de Xian.

Retenons toutefois l'attention apportée au développement des industries de consommation.

La critique poussée que le PCC a fait de ses propres expériences l'a amené à chercher à établir une relation entre la part du revenu national qui pouvait être consacrée aux investissements et celle qui pouvait être consacrée à la consommation, avec une augmentation de cette dernière qui s'approche de 70% du revenu.

Cette orientation, en rupture avec les pratiques précédentes d'investissements à outrance et la thèse du passage au communisme dans la pauvreté, a pour conséquence le développement

des industries de consommation. En témoigne, par exemple, la mise en marche, fin 82, de ce complexe pour la fabrication de tubes TV-couleurs entièrement importé du Japon et produisant des tubes de haute qualité.

Cette réforme pose de nombreuses questions aux économistes chinois, mais elle a le mérite de chercher à répondre aux besoins immédiats du peuple chinois et d'offrir un exemple inédit d'édification socialiste dans un pays du Tiers Monde.

La Chine reste un pays du Tiers Monde. Tous les efforts apportés à l'édification économique, tous les chantiers de construction qui, un peu partout tendent à combler « le retard pris pendant la Révolution culturelle », ne font pas oublier que la Chine reste aujourd'hui un pays essentiellement rural (80% de la population vit à la campagne) et qu'elle rencontre de fait, de multiples difficultés. Les insuffisances, de production d'énergie et dans le domaine des transports, sont autant d'obstacles à l'édification du pays : la politique d'ouverture qui se poursuit conduit à un renforcement des activités portuaires. Les installations portuaires ne répondant pas aux besoins actuels, il y a souvent de véritables files d'attente de bateaux à l'entrée des grands ports chinois, ce qui conduit l'Etat à verser des indemnités aux compagnies maritimes étrangères. Coût de l'opération : 100 millions de dollars en 1982 pour le seul port de Shanghai. 100 millions de dollars pour rien. Qui a dit que le PCC avait tort de placer l'édification économique au cœur de ses préoccupations?

(à suivre dans un prochain n° de Travaillleurs)

un levier essentiel pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international

La VI^e CNUCED, qui s'est tenue en juillet 83 à Belgrade, a montré une nouvelle fois le refus des pays du Nord de prendre en compte les revendications des pays du Tiers Monde pour un ordre économique mondial plus juste.

Aujourd'hui, le dialogue Nord-Sud, qui avait été imposé lors de la précédente décennie par les pays du Tiers Monde, se trouve bel et bien bloqué; les pays impérialistes — USA, Europe et Japon — soucieux avant tout de préserver leur domination économique s'efforcent de reporter le plus possible le poids de la crise sur les pays en développement.

Croissance de l'endettement, baisse des prix des matières premières, montée des mesures protectionnistes, domination accrue des multinationales sur l'économie des pays en développement, tel est le paysage économique des années 80 pour le Tiers Monde.

Dans ce contexte, le renforcement de la coopération entre pays en développement — coopération Sud-Sud — constitue un objectif majeur pour les pays du Tiers Monde, ainsi que l'ont montré les travaux du Sommet des non-alignés qui s'est tenue à New-Delhi en 1983.

Au cours des dix dernières années, cette coopération s'est considérablement accrue, à un rythme plus rapide

La coopération économique entre pays en développement est un moyen important leur permettant de réaliser leur autonomie collective et d'acquiescer une position de force dans les négociations avec les pays développés. L'établissement de leur autonomie collective contribuerait immensément à leur propre stabilité économique et politique et constitue un élément essentiel pour l'instauration du nouvel ordre économique international. La coopération entre pays en développement est également un moyen important permettant la restructuration des relations économiques internationales. La coopération économique entre pays en développement contribuerait utilement à promouvoir l'usage rationnel et efficace des ressources humaines, matérielles, financières et technologiques dont disposent les pays en développement pour leur bien-être individuel et collectif.

(paragraphe 103 de la Résolution économique du Sommet de New-Delhi du Mouvement des non-alignés — mai 1983)

facturés occupent une place prépondérante, avec une augmentation rapide des échanges d'équipements. Certains pays du Sud — Asie du Sud-Est, Inde, Brésil, Mexique, etc. — sont d'ores et déjà en mesure de fournir des équipements industriels, d'assurer des grands travaux, ainsi que de fournir une assistance technique aux pays en développement. Le dernier sommet des non-alignés a d'autre part pris un ensemble de mesures en vue de créer une Banque des pays en développement, ainsi que dans les domaines de la coopération scientifique et technique, de l'emploi et de la formation.

L'intérêt premier de ce type de coopération réside en ce qu'il permet aux pays du Tiers Monde d'accroître leur effort de développement, à un moindre coût, en disposant d'une technologie mieux adaptée aux besoins, et

qu'elle entre directement en concurrence avec les pays développés sur les marchés des pays en développement, notamment dans les secteurs des biens d'équipement et du matériel de transport, secteurs traditionnellement aux mains des pays occidentaux.

Bien que d'ampleur encore modeste, et limitée par les difficultés économiques et politiques que connaissent nombre de pays du Tiers Monde, la coopération Sud-Sud modifie cependant le « paysage économique mondial » d'une façon profonde et irréversible.

Son renforcement permettra en effet d'accélérer le processus de développement du Tiers Monde, dans le cadre d'une autonomie collective à l'échelle régionale et inter-régionale. En s'opposant à la domination impérialiste sur le terrain économique, la coopération Sud-Sud contraint les pays développés à reconsidérer leurs points de vue et donc favorise l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

La coopération Sud-Sud s'avère par conséquent être l'un des instruments — et non des moindres — de la lutte des pays du Tiers Monde pour l'indépendance économique et le développement, l'une des étapes de la longue lutte menée contre l'impérialisme, dont ils constituent la force motrice.

Il appartient aux communistes et aux anti-impérialistes de notre pays de faire en sorte que le gouvernement français reconnaisse l'importance de cette coopération entre pays en développement, et prenne les mesures nécessaires pour établir des relations économiques basées sur l'égalité et l'avantage réciproque avec les pays et groupes de pays engagés dans la coopération Sud-Sud.

Christian LAPLACE

ECHANGES SUD-SUD DE PRODUITS MANUFACTURÉS

	1976	1977	1978	1979	1980
Valeur (en milliards de dollars)	14	17,65	22,05	29,92	37,8*
Taux de croissance	20 %	26 %	25 %	36 %	23 %*
Part du Sud-Sud dans les exportations de produits manufacturés du Sud	32,1%	34,3%	34,2%	35,4%	37,4%

Source : ONU
sauf* : source GATT

que les échanges avec les pays industrialisés (voir à ce sujet l'article sur le nouvel ordre économique paru dans *Proletariat* n°26-27, pp. 25-26). Le fait le plus marquant est sans conteste la mutation des échanges entre pays du Sud : aujourd'hui, les produits manu-

d'échapper — en partie tout au moins — aux politiques de développement imposées par les firmes multinationales et les institutions internationales impérialistes.

Un autre aspect, non moins important, de la coopération Sud-Sud est

Le V^e Congrès du PCML va se tenir du 29 octobre au 1^{er} novembre prochains. Plusieurs questions de fond ont occupé les études et discussions préparatoires; deux réunions nationales de travail en ont été les temps forts, l'une en décembre 82 consacrée aux mutations au sein de la classe ouvrière et aux spécificités et évolutions du syndicalisme français; l'autre en mai 83, consacrée aux alliances (cf. *Proletariat* n°26-27). Les discussions concernent bien sûr la situation internationale, son approfondissement et la situation nouvelle intervenue depuis mai 81. Elles portent aussi sur l'objectif de construction d'une France socialiste, populaire et démocratique, indépendante, solidaire du Tiers Monde et sur la voie pour y parvenir. Elles abordent enfin un point décisif pour le communisme dans notre pays, celui de son renouveau. Un projet de résolution générale concentrant ces questions est en discussion et disponible (frais de port 5,00F). Aujourd'hui, le « Parlons ensemble » de *Travailleurs* a rassemblé trois membres du Secrétariat politique du PCML, sur la question de la crise du communisme et de son renouveau. La discussion n'est pas contradictoire entre eux, mais les points qu'ils abordent prêtent à discussions serrées et à vives contradictions dans les rangs ouvriers et populaires et dans les rangs communistes.

...du renouveau du communisme...

Pierre Bauby

Souvent, ces dernières années, nous nous sommes dits des « communistes différents », revendiquant à la fois notre appartenance au mouvement communiste et des points de vue et pratiques différents du passé et d'autres communistes. Des travailleurs, d'autres militants ont souvent remarqué positivement cette « différence ». Elle n'est pas seulement possible, mais nécessaire dans les années 80, et participe de l'action indispensable pour le renouveau du communisme.

Alain Sentier

Indispensable en effet. Car il y a une crise du communisme dans notre pays; non seulement crise de confiance, reflétée par les résultats électoraux et les tassements d'effectifs, mais c'est aussi une crise de conscience, une crise de références, une crise d'objectifs.

L'image, mais surtout les actes offerts par ceux qui se réclament du communisme en Union soviétique sont repoussants pour notre époque, pour notre peuple et ses traditions : l'Afghanistan repousse, la Pologne repousse... le Boeving n'enthousiasme personne, pas plus que ces hommes vieillissants refusant de partager le pouvoir et déployant leur armée à travers le monde... Tout cela n'est pas globalement positif aux yeux de millions de travailleurs ici, y compris de nombreux communistes qui n'en veulent pas pour notre pays. Ce « communisme » à la Brejnev et à la Andropov est à rejeter, dans ses manifestations, et aussi ses références.



Alain Sentier, Pierre Bauby et Camille Granot

Depuis la seconde guerre mondiale, le mouvement communiste international a éclaté, et il y a de plus en plus de communistes — et aussi de socialistes — différents de par le monde, en Yougoslavie, en Chine, en Corée, en Italie. Sans doute, les communistes de ces pays ressentent-ils les difficultés rencontrées différemment que nous, plus positivement. Mais, pour nous, dans notre pays, il y a véritablement crise du communisme. On ne s'en tirera pas par les explications « vote utile » de 81, ou « bas niveau de conscience des masses » ou « campagne anticomuniste inégalée ».

Camille Granot

L'ampleur de certains revers, injustices et crimes produits par le socialisme réalisé exige d'aller au fond des choses, de rejeter les faux-

fuyants et les justifications qui n'expliquent rien. Répondre « l'impérialisme américain a bien plus de crimes sur la conscience, le Chili, le Salvador, etc. » ne conduit finalement qu'à accroître les doutes et à perpétuer la crise. On attend tout autre chose que crimes et injustices du socialisme ! Et la crise de confiance d'aujourd'hui est à la mesure de l'espoir qu'il avait suscité.

On ne saurait non plus se contenter des explications « historiques » : le poids du passé, « l'héritage », l'expérience, l'encerclement des impérialismes, etc. Il y a du vrai dans chacune et cela permet de resituer correctement les erreurs commises. Mais il faut aller plus avant encore, en rechercher les racines aussi dans les pensées et les pratiques des communistes eux-mêmes, à la lumière des faits. A cette condition, la crise aura été salutaire et sera porteuse d'avenir pour le communisme. Car cri-



se, pour nous, ne signifie ni faillite ni abandon, mais au contraire des efforts redoublés pour la surmonter.

Alain Sentier

Il ne s'agit pas de replâtrer la façade, de rénover le langage sous la pression, par tactique ou calcul, en attendant les jours meilleurs... Des thèses et pratiques, qui ont pu être progressistes et utiles pour des générations de communistes s'avèrent aujourd'hui caduques ou pire, servent des politiques réactionnaires. Par exemple: la thèse du centre unique de commandement du prolétariat mondial, celle du modèle unique de révolution et d'édification, celle du parti unique (ou dominant), celle du culte de la personnalité, celle de la «courroie de transmission». Il faut reconnaître cela, non pour noircir le passé, mais pour préparer le présent et l'avenir.

La réponse n'est ni dans les livres ni dans les habitudes; elle se trouve dans la réalité d'aujourd'hui, dans la pratique de millions de travailleurs qui continuent de se battre, de s'organiser, de réfléchir, communistes ou pas. Avec passion et méthode, il faut plonger notre pensée dans les réalités du pays, saisir les mutations de la société française et le rôle en retour de l'Etat, des associations, syndicats, partis. Concentration accélérée du capital, renforcement du rôle de l'Etat véritable stratégie économique-politique, révolution technologique, mondialisation des capitaux et nouvelle division internationale du travail, modèlent une France nouvelle, en plein changement. France toujours capitaliste et impérialiste...

Pierre Bauby

Le caractère impérialiste de la société française d'aujourd'hui marque en profondeur l'infrastructure économique comme la superstructure idéologique et politique, l'Etat, son appareil et sa politique, la situation des classes sociales et les rapports entre elles.

Il ne s'agit pas seulement de l'existence de colonies, les DOM-TOM, ou de l'exploitation néo-coloniale du Tiers Monde, mais aussi de la partici-

pation de la France à l'ensemble du système impérialiste mondial par son insertion dans le marché mondial. La France est à la fois intégrée au sein de l'Europe et en concurrence avec les autres pays qui la composent, exploiteuse du Tiers Monde et victime de la domination de l'impérialisme dominant américain.

Ce caractère impérialiste est à la racine des principales mutations économiques, politiques, sociales, idéologiques qui ont marqué et marquent la société française. Depuis 1945, et plus encore depuis la V^e République et la crise économique mondiale de l'impérialisme, la recherche du profit maximum a conduit à une concentration accélérée, à un redéploiement et à une mondialisation accrue des capitaux, à un développement rapide de la classe ouvrière dans le Tiers Monde, au renforcement du rôle de l'Etat, devenu véritable stratégie économique et politique dans le marché mondial, à l'accélération des mutations technologiques.

Camille Granot

Plonger notre pensée dans les réalités apprend une chose: impossible de faire l'économie d'une connaissance approfondie et minutieuse des mécanismes d'exploitation et d'oppression anciens et nouveaux propres à la France impérialiste des années 80. Ce sont des mécanismes économiques, mais aussi des mécanismes politiques dans un Etat qui ne se réduit plus à une simple machine coercitive et bureaucratique, mais qui pénètre de ses appareils dans tous les domaines, l'école, la santé, l'information, la culture, et qui, du coup, est lui-même pénétré par la lutte des classes... Ce sont aussi des mécanismes idéologiques et culturels...

L'action militante quotidienne et l'effort de connaissance concrète, hors des formules toutes faites, faussement commodes, contribuent à cette connaissance indispensable et curieusement les raisons de rompre avec le capitalisme et l'impérialisme en deviennent plus évidentes, plus palpables et plus actuelles.

Par exemple, on peut comprendre les licenciements et la réduction des créations d'emplois dans un pays où les entreprises sont guidées par la rentabilité capitaliste...; il est plus rentable en effet aujourd'hui d'exporter les capitaux et de créer des emplois dans le Tiers Monde, car la main-d'œuvre y est moins chère. Rompre avec le sys-

tème impérialiste s'avère, en la matière, favorable au Tiers Monde et aussi favorable aux travailleurs de notre pays.

Pierre Bauby

Rompre avec l'impérialisme n'est, d'ailleurs, pas né dans nos têtes ou de soucis humanitaires, de justice et d'égalité, mais de la prise en compte des évolutions du monde contemporain, en particulier du surgissement du Tiers Monde sur la scène internationale. La lutte du Tiers Monde contre l'impérialisme, pour l'indépendance politique puis pour l'indépendance économique, pour assumer son développement, pour un nouvel ordre économique international est un processus irréversible, même s'il est long, complexe et sinueux.

Aujourd'hui, alors que les pays impérialistes bloquent les négociations Nord-Sud et redéploient leurs capitaux, les pays du Tiers Monde, en même temps qu'ils subissent les effets de la crise, développent les accords de coopération bilatéraux, régionaux et multilatéraux, la coopération Sud-Sud, afin de résister aux manœuvres de l'impérialisme, de mettre en œuvre un développement autonome et collectif, de construire un rapport de forces pour parvenir à imposer un nouvel ordre économique international.

Aussi la rupture avec l'impérialisme est-elle inscrite dans la formidable poussée des peuples du Tiers Monde pour leur émancipation. On peut la craindre, la subir, tenter de l'entraver ou de s'y adapter à reculons, mais elle s'imposera et déjà elle se fait. Y con-

LES BATAILLES DE LA RENTREE pour l'emploi la santé le pouvoir d'achat l'égalité des droits français et immigrés

tribuer correspond, en fait, aux intérêts immédiats comme à long terme des travailleurs et de l'immense majorité du peuple de notre pays car ceux-ci, comme les peuples et pays du Tiers Monde sont victimes des mêmes capitaux, du capital financier français et des différents pays impérialistes, des multinationales, du système impérialiste lui-même. Il y a solidarité objective face à une même cible que les uns et les autres ont intérêt à attaquer et à vaincre.

Camille Granot

Les deux dernières années de gouvernement de gauche éclairent bien cette question. Il était couurant de dire, avant mai 81, et encore aujourd'hui, que sortir du marché impérialiste mondial conduirait à la ruine et à l'appauvrissement généralisé du pays; discussion qui n'est pas close. Cependant, il apparaît de plus en plus que le respect des règles impérialistes et le choix du redéploiement et de l'agressivité dans ce cadre, retenus par le gouvernement depuis mai 81, avec les nationalisations telles qu'il les a conçues, mènent tout droit à l'austérité pour les travailleurs. Remarque que c'est pire chez Reagan, que se serait pire avec Chirac, ne prouve pas qu'on a pris la bonne voie, celle de la rupture d'avec le système d'exploitation.

L'investissement progressif de l'Etat fondé sur les réformes de structure, la conquête des «bases d'appui» - style PCF - ou «l'exercice du pouvoir» - style PS - n'est pas plus convaincant au bout de deux ans. Certes, on peut changer quelque peu les formes et les méthodes, mais chaque jour les rouages de l'Etat capitaliste jouent contre le changement, contre les réformes. Plus que jamais, la destruction de l'Etat bourgeois s'avère nécessaire pour édifier le socialisme.

Pierre Bauby

Des orientations concrètes peuvent être avancées: changer la Constitution de la V^e République, supprimer le Conseil constitutionnel, le Sénat, l'article 16, réexaminer lois et règlements, remettre en cause le recrutement et la formation des grands corps de la Fonction publique, les mécanismes des appareils militaires, répressif et judiciaire... De la même façon, l'on peut imaginer un corps de mesures indispensables pour rompre avec la politique et le système écono-

miques: combattre la domination du dollar et du marché mondial, remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, s'assurer d'une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, remettre en cause les forces du capital industriel et financier en constituant les axes forces. Il faut changer de fond en comble à la fois l'appareil économique et l'appareil politique de l'impérialisme français, ce qui implique d'en connaître au mieux les ressorts...

Alain Sentier

Cela implique de tirer aussi leçons des expériences positives et négatives des Etats se réclamant du socialisme eux-mêmes. Nous sommes, quant à nous, fort ignorants des processus économiques et politiques concrets qui ont transformé l'Union soviétique en superpuissance impérialiste. Dans les «Dix grands rapports», en 1956, Mao Zedong donne des indications utiles concernant l'édification du socialisme en Chine: mal régler les «rapports», les contradictions inscrites au cœur de la société socialiste conduit à des déséquilibres porteurs de politiques contraires au socialisme. Le recensement des «rapports» qu'il signale pour la Chine: contradiction entre l'industrie lourde d'une part, l'industrie légère et l'agriculture d'autre part; entre édification économique et édification de la défense; entre l'Etat, les unités de production et les producteurs; entre centralisation et décentralisation; entre Hans et minorités nationales; entre le Parti communiste et les autres partis; entre la Chine et les autres pays; etc., donne à réfléchir et invite à examiner d'un œil neuf l'histoire et la réalité soviétiques: priorité à l'industrie lourde, militarisation de l'économie,

centralisation bureaucratique, chauvinisme grand-russe, hégémonisme...

De manière générale, apparaît qu'une politique d'édification qui fait payer l'industrialisation par l'extorsion d'un sur-travail aux masses paysannes, ait produit une rupture mortelle d'alliances entre classe ouvrière et paysannerie et ait conduit aux pires aberrations et crimes...

Pierre Bauby

D'où notre souci que le socialisme, dans notre pays, assure une décentralisation véritable, la planification, par exemple, s'appuyant sur le mouvement syndical et associatif, le mouvement coopératif et mutualiste déjà organisés et permettant l'expression des différents besoins et intérêts ouvriers et populaires.

D'où notre souci pour que, dans notre pays, l'édification socialiste prenne pleinement appui sur le pluralisme des partis, des mouvements et associations, sur le droit à l'expression, le droit de manifestation et de grève, l'indépendance des syndicats par rapport au pouvoir d'Etat.

Camille Granot

Cette question des alliances, décisive pour l'édification socialiste, l'est aussi dès aujourd'hui. Là aussi, les faits, l'expérience militante somment d'avoir un regard neuf et de mener une étude minutieuse de la réalité des classes en France. Personne - ou presque - ne s'en tient à la seule alliance ouvriers-paysans des manuels marxistes, encore qu'elle reste des plus actuelles et traditionnellement assez mal réglée par le mouvement ouvrier et communiste en France. Les mutations de la société française, évoquées plus

Abonnez-vous à: PROLETARIAT revue du Parti Communiste Marxiste Léniniste trimestrielle 4 numéros: 50,00F (France et étranger) Bulletin à renvoyer à Presse d'Aujourd'hui B.P. 90 - 75982 PARIS Cedex 20

PARLONS - ENSEMBLE

haut, ont modifié les classes, les catégories sociales et les rapports entre elles : la classe ouvrière s'est étendue en nombre, et dans l'espace, récemment dans le Tiers Monde, ses disparités s'accroissent ; un énorme brassage géographique, d'âge, de nationalité, de traditions, d'idéologies s'effectue au gré des déstructurations, des restructurations, des évolutions technologiques. Fait important, et souvent sous-estimé, dans notre pays les femmes sont entrées massivement dans le travail salarié à la fin des années 60. Tout cela change beaucoup de choses : d'un côté, ça uniformise les conditions de travail de la grande masse des travailleurs, de l'autre, cela renforce l'éparpillement, les particularismes, les diversités au sein de la classe. Base objective de la crise du mouvement ouvrier et des nouvelles conditions de son unité. Par ailleurs, de multiples mécanismes rapprochent de la classe ouvrière la masse importante des employés, et, à des degrés moindres, de nombreuses couches dites « intermédiaires » ou « moyennes salariées ». A l'opposé, la classe possédant les moyens de production sous forme publique ou privée est des plus étroites.

Alain Sertier

Effectivement la vision bipolaire, bourgeoisie à un pôle, classe ouvrière à l'autre, ne convient pas. En politique française, elle se traduit par le 50/50 électoral, le gauche/droite. Bien entendu, le gauche/droite cristallise des réalités politiques effectives, mais il a le grand défaut de traduire imparfaitement la disposition des classes dans leurs rapports à la cible, le système impérialiste.

Pierre Bauby

Mai 81, ne s'explique pas par une montée du « pôle ouvrier » ; il a été permis par la division de la droite et le recul du PCF et, en définitive, il montre bien l'inexactitude de la vision bipolaire, 50/50.

Alain Sertier

L'ambition des communistes, c'est de contribuer au rassemblement des 80, 90%, plus encore, en rejet du système d'exploitation. Dans 90% d'hommes et de femmes du pays, il y a multitude d'intérêts et de contradictions. On ne saurait les rassembler sur la base des intérêts stricts de la

classe ouvrière. Dans la vie, dans la lutte, on est sommé de passer des alliances qu'on n'oserait pas théoriser ! Un exemple : face à des milliers de licenciements dans une ville, la riposte « ville morte » fixe une cible, le combat et le contenu des alliances nécessaires entre ouvriers, commerçants, enseignants... et aussi partis, syndicats, associations locales, sportives, culturelles, professionnelles, religieuses... Et une fois l'action finie, commerçants ou curés seront qualifiés « de droite », de « réactionnaires » et d'« ennemis »... Au plan théorique, on dira qu'ils représentent des rapports de production anciens, condamnés à mourir... Donc, on les rejetera vers la droite, quand on n'a plus besoin d'eux pour défilé ! Dans la « tradition » du mouvement ouvrier et du mouvement communiste, c'est « faire de la tactique ». Or, l'expérience quotidienne des alliances, sur le plan économique dans les entreprises, ou sur les thèmes de l'école, des libertés, de l'antiracisme, de la justice, etc., comme l'expérience trop souvent par la négative des pays se réclamant du socialisme, permettent d'avancer l'idée que la politique d'alliances ne saurait être que stratégique. Les alliances à passer forment le contenu du pouvoir



socialiste et tracent le chemin de la révolution.

Pierre Bauby

Il faut reconnaître et respecter ce qui est différent chez les autres, comme intérêts, compréhensions du combat, modes de combat, dans la lutte contre la même cible. L'élaboration du programme socialiste est la concrétisation et l'engagement au respect réciproque, à la reconnaissance et au soutien mutuels, à l'unité d'action des rangs populaires et au débat idéologique en leur sein. Les communistes au pouvoir, dans les pays socialistes, se sont efforcés de donner au pouvoir le contenu et la forme des alliances réalisées lors de la révolution. Il y a eu beaucoup de déboires, d'échecs et d'erreurs en la matière, qui imposent d'agir dans le sens du renouveau...

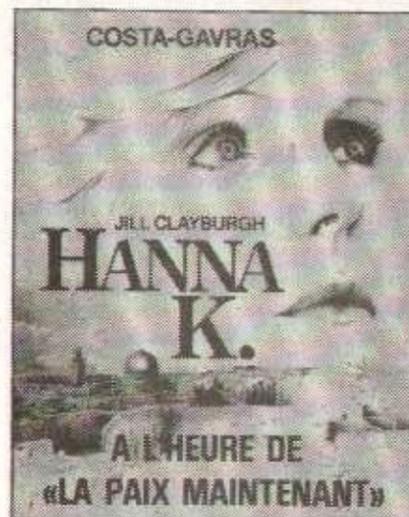
Camille Granot

Le renouveau, en matière de pratique des alliances, est d'une urgente nécessité dès aujourd'hui. Car la vision 50/50, gauche/droite, fait des ravages, plus encore depuis mai 81. L'attaque à outrance qualifiée de « lutte idéologique », les pratiques d'exclusive à l'encontre de tel ou tel baptisé de « fausse gauche », quand ce n'est pas de « payé par la droite », l'hégémonie ou la manipulation vis-à-vis de plus petit que soi, les querelles de chapelle au nom de l'intérêt de la sienne propre, etc., etc... sont des pratiques produites par la conception des alliances bipolaires. Ce sont des pratiques courantes dans les rangs ouvriers et populaires ; ce sont des pratiques détestables car elles causent des cassures avec les travailleurs, des pertes de confiance, des divisions qui laissent toujours des traces. Même en période de montée des forces populaires... Elles ont des effets encore plus négatifs en période de difficultés, comme aujourd'hui.

Rejeter toutes les pratiques et ambitions hégémonistes au sein du mouvement ouvrier et populaire, est un enjeu décisif de la période. C'est aussi un enjeu décisif et concret du renouveau du communisme dans notre pays.

Vous pouvez vous abonner aux périodiques chinois à la librairie
Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 Paris - Tél. 636 91 37

GINEMA



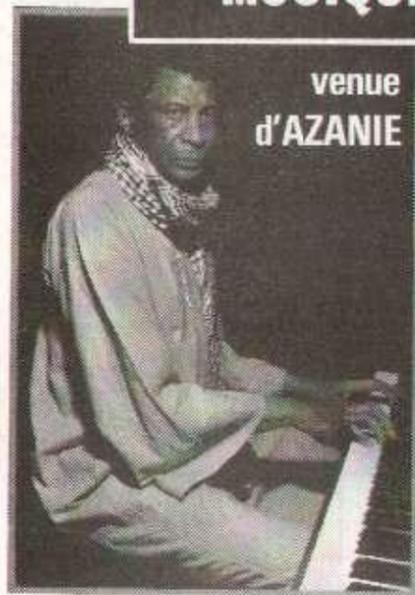
Après « Missing » et le Chili, Costa-Gavras a choisi de nous entraîner en Israël avec son dernier film. « Hanna K. », c'est l'histoire d'une femme « libérée », partagée entre l'amour de trois hommes. Une histoire sentimentale d'aujourd'hui, sauf... sauf qu'elle se déroule sur une terre où bien d'autres passions, avec des conséquences bien plus terribles, s'affrontent et s'entrecroisent : la Palestine devenue Etat d'Israël. Hanna, mariée à un Français, a choisi d'y vivre. Elle s'y sent chez elle, entre son amant de procureur et son travail d'avocat. Nommée d'office pour défendre un Palestinien accusé de terrorisme, elle découvrira, alors, un

autre visage de son « pays »... Un pays où des hommes, des femmes, des enfants palestiniens sont parqués dans des camps. Un pays où leurs maisons sont dynamitées ou transformées en musée... Un peuple et ses coutumes ravalés au rang de curiosités pour touristes. Un pays martyrisé, quadrillé, où l'injustifiable, l'arbitraire se justifient par la raison d'Etat. Un pays qui, dans sa soif d'expansion, pousse la logique du bon droit jusqu'à la paranoïa... Pour Hanna, c'est la déchirure.

Au travers de cette femme attachante, forte et faible à la fois... Costa-Gavras s'efforce de nous décrire cette réalité complexe, sans parti pris ou manichéisme... avec sa sensibilité propre. Certains lui en font reproche. Pourtant, s'il est vrai que les droits les plus élémentaires d'un peuple sont bafoués, s'il est spolié de sa terre, exilé... un autre fait existe, tout aussi indéniable, l'existence de millions d'Israéliens, pour beaucoup nés sur ce sol... l'existence d'un autre peuple. Bien sûr, ce ne sont pas les annexionnistes qui pourront résoudre cette contradiction ; leur logique est toute autre... En Israël, de plus en plus nombreux sont ceux qui l'ont compris. Et puis, la question palestinienne, aujourd'hui, pourra-t-elle se résoudre sans résoudre les contradictions (un euphémisme !) qui embrassent tout le Moyen-Orient ? Sans que les « jeteurs d'huile sur le feu » américains ou soviétiques soient mis hors d'état de nuire dans cette région ?

Claude DHALLUIN

MUSIQUE



venue d'AZANIE

« La musique du futur vient d'Afrique » telle est

l'opinion professée par Dollar Brand, et l'on pourrait s'attendre à l'utilisation de percussions dans les concerts et les enregistrements de ce musicien né au Cap. Ce n'est pourtant pas le cas, il n'a pas choisi une totale rupture dans la forme musicale pour exprimer ses aspirations à l'unité africaine ou composer ses hymnes à la culture africaine.

Après avoir joué avec le batteur Max Roach, autre musicien progressiste dont nous aurons l'occasion de reparler, puis dans des formations de free-jazz telles que celle de Gato Barbieri, Dollar Brand a enregistré plusieurs solos de piano par lesquels il s'exprime pleinement. Dans ses compositions, il s'appuie sur une ligne mélodique héritée d'un Duke Ellington ou d'un Thelonius Monk, et ponctuée de phrases musicales empruntées aux rythmes afri-

JOURNÉES CULTURELLES CHINOISES



Après le succès remporté par l'exposition « Dunhuang » et la sortie du merveilleux dessin animé « Le roi des singes », une troupe de théâtre d'ombres effectue un séjour en France à l'initiative de l'Association des amitiés franco-chinoises. Les quelques représentations données à Paris par cette troupe, qui est une des plus célèbres de Chine pour cet art si particulier et issu d'une longue tradition, ont été suivies d'une tournée dans plusieurs villes : Douirdan, Tours, Bordeaux, Nantes...

Un autre événement est la tenue des Journées culturelles chinoises qui, commencées le 20 septembre, vont se poursuivre jusqu'au 7 octobre sous le patronage de l'UNESCO*. Des expositions d'artisanat, de photographies, de costumes anciens et des minorités nationales, des projections de documentaires et de grands films dont « Yanzi » et « Le pousse-pousse », les ballets du Sichuan composent un programme fort riche.

Robert VALLOT

* 119, av. de Suffren - 75700 Paris.

cains de marimba. Il prouve, s'il en était besoin, qu'il n'est pas nécessaire de sombrer dans le seul folklore pour exprimer une identité, mais que puiser dans ces mêmes racines musicales populaires est vital pour réinventer une expression artistique. Les œuvres de Dollar Brand abondent de rythmes sud-africains rendus familiers par Myriam Makeba, alors qu'ils ne sont que recréés par l'aspect répétitif des thèmes musicaux, sans avoir recours aux percussions pour maintenir ces rythmes.

Loin des explosions polyphoniques, il suffira d'écouter sur disque l'hommage à l'Afrique qu'est « Sangoma », ou l'appel au réveil de ce continent qu'est « Anthem for the new nations » pour se convaincre que la musique et la poésie nostalgique côtoient la colère et l'hymne à l'action.

Serge SENEZ



Les lecteurs nous écrivent

MANQUE DE CLARTE...

(...) Aujourd'hui, notre parti est effectivement une composante du mouvement ouvrier, mais ce mouvement est globalement intégré (il n'est pas pour la destruction du système, mais en profiter plus), et nous, nous n'arrivons pas à faire le joint entre nos idées antisystémiques et notre pratique.

Par exemple, nos efforts pour nous insérer dans la vie politique, s'ils ont porté leurs fruits vis-à-vis des autres partis et associations, n'ont réglé aucun problème vis-à-vis de la majorité de la population pour qui la politique est une institution en dehors de sa vie quotidienne. Un exemple frappant de ce manque de clarté est le compte-rendu dans *Travailleurs* de la fête de la JOC à Paris. Beaucoup de monde. Les comités de chômeurs sont mis en avant. Dans *Travailleurs*, les jeunes sont présentés plus ou moins comme des anticapitalistes, espoir de la jeunesse, etc. Mais il est dommage de ne pas se rendre compte que la plupart d'entre eux viennent pour écouter Bill Deraime, Jacques Higelin, et qu'ils «s'organisent» avec la JOC parce que la concert n'est pas cher! Idem pour la fête de l'Humain Sans Renaud, Nougaro ou Charlebois, il y aurait cinq fois moins d'entrées! On se fourre le doigt dans l'œil si l'on croit que la jeunesse est politisée parce qu'elle va aux fêtes du PC, du PS, de la JOC ou de LOI.

Les enquêtes montrent que dans l'ensemble, si les jeunes ont été déboussolés il y a quelques années, et qu'il y avait alors une réelle crise idéologique, aujourd'hui, les valeurs traditionnelles reprennent le dessus : la famille, le travail sont à nouveau l'idéal de la grande masse, ce qui colle d'ailleurs avec notre analyse du redéploiement impérialiste en cours. (...)

C'est la même chose en ce qui concerne les revendications. Le problème du pouvoir d'achat ne peut être discuté de façon globale. S'il est vrai que les riches doivent payer, il est vrai qu'un ménage gagnant 15 000 Frs à deux (cas assez courant) n'a pas à se plaindre s'il perd 1 ou 2% par an! (...)

D.H. (Tours)

ECHOS DU PARTI*

Pas d'évolution notable pour nous dans l'utilisation de *Travailleurs* : on y trouve des articles intéressants dans un cadre qui ne nous aide guère, un «catalogue». C'est une juxtaposition d'articles avec un édito serré; il y manque le côté «combat politique». La vision des associations qui y est donnée est trouvée «sèche», manque de vécu, de reportages. Ça demeure le pavé, avec des petits pavés et des gros pavés.

Une cellule du Nord

Nous avons eu des réticences

quand *HR* a changé de titre, depuis on s'y est habitué. Les organisations et partis qui le connaissent trouvent qu'il s'agit d'un mensuel bien fait. Mais étant donné notre pratique encore assez récente, beaucoup, à gauche, se méfient; on ne sait pas exactement où nous allons. Nous sommes un parti à surprises. (...) Il faut noter qu'au moment du lancement de *Travailleurs*, un ou deux camarades ont trouvé qu'il s'agissait d'une lecture fastidieuse qui double les journaux et revues d'actualité.

(Limoges)

Concernant le mensuel, les échos que nous en avons sont bons. D'abord ceux des camarades, mais également les lecteurs occasionnels ou réguliers. C'est à la fois les positions, la politique du PCML, mais aussi des articles plus larges aussi bien par les sujets traités (exemple : voyages dans les associations) que la façon plus ouverte d'aborder les problèmes.

(Languedoc)

* Il s'agit d'appréciations exprimées lors des conférences préparatoires au V^e Congrès du PCML.

CONSEIL DE LECTURE

Je vous signale un excellent livre qu'il faudrait recommander

R.M. (Vaucluse)

Notre journal ne peut vivre que de votre soutien, votre abonnement

PCML Flash Hebdomadaire	Presse d'Aujourd'hui B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20 Tél. 16 (1) 366 71 52	TRAVAILLEURS Mensuel
BULLETIN D'ABONNEMENT		
6 mois : 90,00* <input type="checkbox"/>	12 mois : 150,00* <input type="checkbox"/>	
soutien : 100,00* <input type="checkbox"/>	soutien : 200,00* <input type="checkbox"/>	
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Presse d'Aujourd'hui - B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20		
Entrer dans les cases en MAJUSCULES, ne pas inscrire hors des cases.		
Nom du lecteur (sép.)	_____	
Nom du lieu (sép.)	_____	
Numéro non distribué (sép.)	_____	
Code postal	_____	
Numéro distributeur	_____	
<small>© vous êtes obligés, remplacez votre ancienne carte s'il y a lieu.</small>		

Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. 1 an : 100 Frs. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.

10 ANS APRES

LE CHILI DEBOUT



En septembre 73, il y a dix ans, commençait pour le peuple chilien, avec le coup d'Etat pro-américain du sinistre Pinochet et l'assassinat du président Allende, la longue nuit des stades, des tortures et de la mort, d'où ont émergé peu à peu la résistance et l'espoir.

Dix ans après, le peuple chilien est debout, et dans les rues, par dizaines de milliers, il crie sa haine de la dictature, sa soif de liberté et de justice.

Le peintre chilien Venturelli témoigne, avec quelle passion et quel art, de sa « *Patrie noire et rouge* », c'est le titre de son recueil de 53 dessins édité en 1975 ; celui reproduit ici, est introduit par la phrase d'espérance et de lutte : « *Le tonnerre ouvre le ciel* ».